

Tennis
Lareau et
deux autres
favoris tombent
page S6



Économie
Vendre
le Québec
à New York
page D1

Mode
L'homme tranquille
page C1



Cyberpresse

Les effets de
la surabondance
d'information
page B8

La SQ appréhende une autre crise d'Oka à Blanc-Sablon

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

Hantée par le spectre de la crise d'Oka, la Sûreté du Québec ne sait plus comment affronter les pêcheurs de Lourdes-de-Blanc-Sablon, qui remuent mers et monde pour empêcher le retour de deux huissiers montréalais.

Onze jours après avoir été expulsés du petit village de la Côte-Nord — sans pouvoir emporter leurs tonnes de hareng, de turbot et de crabe —, les deux officiers de justice

se retrouvent ainsi « sur le sentier de la guerre ». Car les habitants de Lourdes-de-Blanc-Sablon ont carrément charcuté la route menant à leur usine, en arrachant des quais à la pelle mécanique pour ériger des barricades au beau milieu du chemin. Fermée depuis le dernier passage des huissiers, la Lower North Shore Seafood (LNS Seafood) se retrouve d'ailleurs encerclée par une quarantaine de villageois en colère. Purs et durs et simples pères de famille entremêlés. Tous en co-

lère, mais surtout fort inquiets à l'idée de perdre leurs emplois ou leurs biens.

Partout où elle allait, la SQ a ainsi eu droit à un petit aperçu de la solidarité locale. Toute la journée, le mot d'ordre était lancé: interdit d'assister quiconque parmi les policiers, que ce soit en leur offrant de quoi boire, manger ou se loger. Plus informellement, on aurait même menacé les dissidents de représailles... Des promesses qui n'ont cependant pas été mises à

exécution, a nuancé Bernard Caron, un agent de Baie-Comeau dépêché sur place.

Malgré tout, les deux huissiers, leurs assistants, leur expert américain et leurs clients (les propriétaires des compagnies de transport Procram international et Track World) ont dû faire le pied de grue à l'aéroport de Saint-Hubert, obligés de repousser leur départ d'heu-

Voir LA SQ en A2

■ Autre texte, page A5



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse
Jean-Paul L'Allier, maire de Québec

Le conflit s'envenime à l'UMQ

Les villes-centres disent NON au partage équitable de la facture de 500 millions

CLAUDE-V. MARSOLAIS

Les représentants des six villes-centres du Québec (Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Hull et Chicoutimi) ont signifié une fin de non-recevoir à la proposition du conseil d'administration de l'Union des municipalités du Québec de répartir uniformément entre tous les contribuables la facture de 500 millions du gouvernement.

« La solution de l'UMQ ne fait que reporter le problème alors que le gouvernement a reconnu la problématique des villes-centres et des 28 autres villes importantes du Québec. Si au moins la proposition comportait une formule de remboursement qui ferait que les villes-centres n'auraient à assumer que 3% de la note... » a expliqué le maire Jean-Paul L'Allier de Québec lors d'une entrevue hier à La Presse.

Un peu plus tard à l'hôtel de ville de Montréal, les représentants des six villes-centres ont tenu à manifester leur solidarité face à l'intention du ministre Remy Trudel d'atténuer l'effet du transfert de responsabilités pour leurs contribuables.

Le maire Pierre Bourque a rappelé que les contribuables montréalais venaient d'écopper d'une facture de 40 millions au chapitre de la taxe scolaire, ce que les autres municipalités hors de l'île

Voir LE CONFLIT en A2

Le football... au féminin!

... Et dans le vestiaire des Alouettes

STÉPHANIE MORIN

Existe-t-il aux yeux des femmes un monde plus résolument masculin que celui du football? À Montréal, pas autant qu'on pourrait le croire puisque les Alouettes ont été les premiers dans le football professionnel nord-américain à engager une femme comme thérapeute sportive, Joan Seaman.

Imaginez un vestiaire où vont et viennent, parfois en petite tenue, 35 joueurs dont le poids moyen frise les 250 livres. C'est sur ce « petit monde » que veille la Montréalaise Joan Seaman depuis deux ans. C'est à elle que les joueurs confient bandages, étirements et traitements de toutes sortes.

À 27 ans, elle est la toute première femme en Amérique du Nord à occuper un poste de thérapeute adjointe pour une équipe professionnelle de football. Pour elle, c'est un rêve de jeunesse qui se réalise. Même si ses semaines sont bien remplies, dix heures de travail par jour environ, sept jours sur sept, elle se considère choyée d'être payée pour faire ce qu'elle aime.

Voir LE FOOTBALL en A2

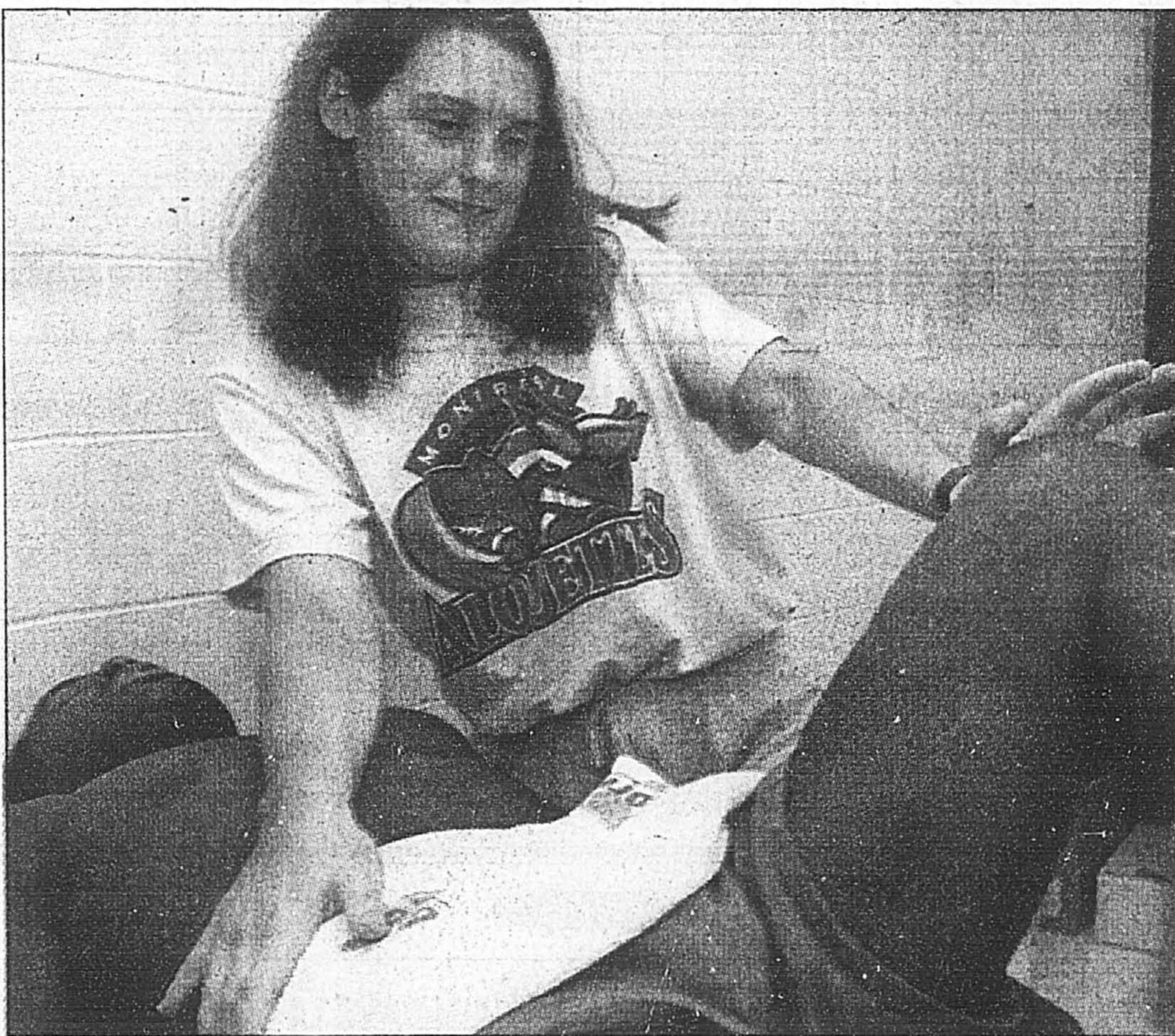


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

C'est à Joan Seaman qu'Edward Thomas et ses coéquipiers confient leurs muscles endoloris.

Un drame familial frappe Varennes

Une mère de 27 ans tue ses deux enfants avant de se pendre

CHARLES CÔTÉ

Une femme de 27 ans a tué ses deux enfants, une fillette de 4 ans et un garçon de 3 ans, avant de se donner la mort, hier, à Varennes. C'est le nouveau conjoint de la femme qui a fait la découverte des cadavres à son retour du travail. Il a appelé les policiers à 18 h. En état de choc, il a dû être transporté à l'hôpital peu après.

Selon le porte-parole de la Sûreté du Québec, la scène qui l'attendait à son arrivée dans le sous-sol de sa maison est l'une des plus horri-

bles que les policiers aient pu voir ces dernières années. La désespérée avait tué ses enfants avec un couteau avant de se pendre.

Les résidents de la normalement paisible rue René-Gaultier sont consternés par le drame. « Quand l'homme est arrivé, il a lâché des cris de fou », raconte Suzanne Labelle, voisine immédiate des victimes. « C'étaient des gens bien gentils. Ils sont arrivés le 1er juillet. Ils ont eu soin de notre terrain pendant qu'on était en vacances. »

Dans la vaste cour de la petite maison de bri-

ques beiges, plusieurs jouets traînaient encore, hier soir, alors que les policiers commençaient leur enquête. « Ils ne manquaient de rien, ces enfants-là », ajoute Mme Labelle.

Avant de faire son geste désespéré, la mère de deux enfants avait confié à ses nouveaux voisins son projet d'ouvrir une garderie. D'ailleurs, au moment du drame, elle gardait chez elle un enfant. Son père est d'abord venu le chercher vers 16 h. Il est entré dans la maison et, n'entendant

Voir UN DRAME en A2

885
JOURS
AVANT
L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index B6
- immobilier B6, C4
- marchandises C5
- emplois C5 à C7
- automobile C7, D12

- affaires D2
Arts et spectacles B3 à B5
- horaires-spectacles B4
- télé-horaire B4
Bandes dessinées C4

Bridge D12
Décès D13
Économie D1 à D10
Êtes-vous observateur? B6
Feuilleton C7

Horoscope B7
Informatique B8
Loteries A2 et A4
Mode C1 à C3
Monde E8
Mots croisés C5 et S10

Mot mystère C7
Politique B1
Tabloid Sports
- Pierre Ladouceur S5

ÉDITORIAL

Il était une fois dans l'Ouest
- Alain Dubuc
page B2

MÉTÉO

Ensoleillé
Max. 26, min. 15
Cahier Sports,
page 16



J'ai besoin de vacances • J'ai besoin de vacances • J'ai besoin de vacances • J'ai besoin de vacances

On les a tous ! A un petit prix

Tunisie : 9 septembre 16 jours - Grand tour + séjour, 36 repas 1 685 \$	VOUS SEULEMENT	Abidjan 1 589 \$	Toronto 169 \$	EUROPE 97	Paris 569 \$	Marseille 669 \$	Tous les prix sont à partir de
Alger 1 169 \$	Dakar 1 389 \$	Vancouver 429 \$	Port-au-Prince à partir de 484\$	Nice 629 \$	Bruxelles 669 \$	8403, rue Saint-Denis, Montréal (Qc) H2P 2G9 Tél. : 858-6260 Permis du Québec	
Casablanca 829 \$	Ft. Lauderdale 369 \$	San Francisco 489 \$	Lyon 649 \$	Rome 889 \$	Londres 689 \$		
Tunis 1 069 \$	Los Angeles 479 \$	Istanbul 1 069 \$					
Cairo 1 099 \$	Calgary 389 \$						

Suites de la une

La SQ
appréhende
une autre
crise d'Oka à
Blanc-Sablon

LA SQ / Suite de la page A1

re en heure parce que la SQ se disait initialement réticente à agir sans le O.K. ministériel.

« On étudie encore la situation: c'est sûr que le jugement est exécutoire, mais il ne faudrait pas mettre des vies en danger, a aussi expliqué à La Presse le caporal Richard Bourdon. Nous allons voir si nous pouvons parvenir à une entente. On n'est pas pour partir en guerre. On se souvient d'Oka. Il faut éviter que tout cela prenne une ampleur irréparable, parce qu'après, il va falloir que les gens continuent à vivre là-bas. »

Fort du même raisonnement, le chef de l'unité des mesures d'urgence, Gilles Savard, invitait de son côté les huissiers et leurs clients à intéresser les politiciens à leur sort.

Quant à Bob Ryan, un expert américain embauché pour évaluer le poisson saisi, il restait médusé devant tant de pourparlers. « Quand le juge dit quelque chose aux États-Unis, il s'attend à être obéi. C'est le shérif qui exécute son ordonnance. Et si quelque chose va mal, il ne tolère pas les menaces. La police de l'État intervient sans problème. »

« On a des jugements, on a des ordonnances. S'il y a deux lois au Québec, il faut le dire, a renchéri un représentant des deux hommes d'affaires, en interpellant la SQ. Ça n'a pas d'allure, ça fait déjà trois dossiers du genre à Blanc-Sablon et aucun n'a été mené à terme. Là, deux citoyens se tiennent debout, mais l'appareil de justice fait encore rire de lui... »

Chose certaine, en tout cas, le problème se corse. Car les créances des deux compagnies de transport (qui totalisent plus de 120 000 \$) ne représenteraient que la pointe de l'iceberg. Bien d'autres fournisseurs disent en effet n'avoir pas été payés, tout comme le représentant d'une coopérative de pêcheurs, qui réclame des dizaines de milliers de dollars au nom de ses membres.

MAISON DE CHAMBRES
Précision

■ Dans l'article « Les maisons de chambres à la loupe », paru hier en page A6, l'adresse de la maison de chambres « bien entretenue » est le 1095, avenue de l'Hôtel-de-Ville, et non le 1090, Hôtel-de-Ville, où l'on trouve également... une maison de chambres, mais non visitée par La Presse.

LE CONFLIT / Suite de la page A1

de Montréal n'avaient pas à assumer. La part des 500 millions que Montréal va payer représente 46 millions. Or, la proposition de l'UMQ ajouterait 40 millions additionnels sur les épaules des contribuables montréalais, ce qui lui apparaît tout à fait inacceptable.

Bien qu'elles aient dit NON à l'UMQ, les villes-centres ont pressé le gouvernement du Québec d'accélérer dès le mois de septembre les études sur les regroupements des villes ou des fusions de services entre les municipalités de manière à enclencher le processus aussitôt que les négociations avec les employés municipaux seront terminées. Le maire de Chicoutimi, Ulric Blackburn, s'est fait le plus ardent défenseur de la fusion des villes en

signalant que « 1400 municipalités au Québec étaient un non-sens comparativement à l'Ontario qui n'en dénombre que 450 ».

Une seule union

De son côté, le maire Guy Leblanc de Trois-Rivières a proposé au nom de ses collègues la fusion de l'UMQ avec l'Union des municipalités régionales de comté (UMRCQ) afin de renforcer l'unité des troupes face au gouvernement qui profite de la désunion des municipalités.

« Même si on ne partage pas les mêmes problèmes, il serait possible de créer trois sections au sein de la même union, l'une pour les municipalités rurales, une pour les villes périphériques des grandes villes et une autre pour les villes-centres », a-t-il indiqué.

Les villes-centres font le pari

qu'en présentant un front uni, les municipalités obtiendraient du gouvernement d'autres sources de revenus que le seul impôt foncier qui, dans bien des cas, représente plus de 80 % de leurs revenus. Le maire L'Allier a fait référence au modèle européen où les recettes en provenance de l'impôt foncier sont limitées à 35 %, le reste des revenus provenant d'un partage de d'autres champs de taxation avec le gouvernement.

Vibrant plaidoyer

Lors d'une rencontre avec des journalistes de La Presse, le maire L'Allier de Québec a fait un vibrant plaidoyer pour un meilleur partage des efforts et de la richesse entre villes-centres et villes périphériques.

« Il n'est pas normal qu'une ville comme Saint-Laurent ait plus

d'emplois que de résidents (95 000 versus 75 000) et qu'elle ramasse toute la fiscalité du développement économique de la région. Nous vivons la même chose à Québec avec la ville de Sainte-Foy qui dispose d'un grand parc industriel et qui, en plus, conserve en entier les taxes recueillies de l'aéroport qui représentent 2 millions de dollars », a-t-il soutenu.

Le maire L'Allier a reconnu que certaines municipalités risquent de voir leur charge fiscale augmenter avec le transfert de 500 millions. « Mais quand un contribuable d'une ville-satellite paye 1,20 \$ par 100 \$ d'évaluation et que toute sa vie économique dépend de la grosse ville d'à côté dont le contribuable se tape 2,50 \$ par 100 \$, il y a quelque chose qui ne marche pas. Va bien falloir qu'il accepte un jour de payer le vrai billet d'avion », conclut-il.

Le football... au féminin!

LE FOOTBALL / Suite de la page A1

Et décidément, du football, elle en a toujours mangé. Parallèlement à ses études en thérapie sportive à l'université Concordia, Joan Seaman a accumulé les expériences avec les équipes de football des universités Concordia, Bishop et Western Ontario. Une chance unique s'est présentée l'année dernière lorsque les Alouettes lui ont permis de venir faire ses preuves pendant leur camp d'entraînement.

Seulement deux thérapeutes pouvaient travailler à temps plein avec l'équipe. On lui a dit: « Tu dois être meilleure que le meilleur des hommes si tu veux le job. » Sa réaction a été immédiate: « Je me

suis mise à travailler de plus en plus fort et je disais aux joueurs: 'J'essaie de faire l'équipe comme vous, les gars. Eux me rassuraient en me disant d'arrêter de m'en faire' ».

Pour Joan Seaman, les relations avec les joueurs ont toujours été faciles. Aujourd'hui, elle est considérée par tous comme *one of the guys*. « Les joueurs sont habitués aux thérapeutes féminines dans les équipes universitaires. Pour eux, ça ne change rien que je sois une femme », explique celle qui aimerait bien avoir sa chance un jour dans la ligue américaine.

Aucun problème avec les joueurs donc. Seul Mike Withycombe avait émis quelques réserves au début de la saison dernière sur la présence

d'une femme dans les vestiaires. Après quelques jours de traitements, elle a réussi à s'attirer la confiance de l'imposant joueur de centre qui l'a prise aussitôt sous son aile...

« Je crois que c'est parce que je suis arrivée ici avec la bonne attitude, soutient-elle. Je n'ai pas dit: 'Respectez-moi, pas de discrimination' et tout le tralala. J'ai fait mon travail, j'ai blagué avec les joueurs, je ne me suis pas offusquée pour des jurons dans le vestiaire... Je suis à ma place ici. »

Et visiblement, elle l'est. Selon le second Edward Thomas, tous les joueurs de l'équipe s'entendent: « C'est toujours Joan qu'on va voir quand on a des problèmes. » Le joueur de six pieds, 216 livres ne

tarit pas d'éloges: « Joan est le meilleur thérapeute que j'aie eu depuis que je joue au football. Elle nous empêche de nous infliger les mêmes blessures en faisant de la bonne prévention. »

Quand on lui demande pourquoi elle a choisi le football, elle répond simplement: « C'est le seul sport que je n'avais jamais pratiqué! » Nommée deux fois athlète de l'année au *high school*, elle a touché à presque tous les sports imaginables. « Si je travaillais avec des joueurs de basketball, j'aurais toujours envie de sauter sur le terrain! Ici, je fais partie de l'équipe sans avoir à jouer », explique-t-elle avant d'ajouter: « Au football, il y a plus de blessures différentes, c'est tellement plus stimulant! »

UN DRAME / Suite de la page A1

rien, il a pensé que la gardienne avait emmené son bébé d'un an profiter du beau temps. Il est revenu le récupérer en catastrophe après avoir reçu un appel des policiers. Heureusement, l'enfant dormait au rez-de-chaussée. Il n'a pas eu de mal ni connaissance de ce qui s'était passé. L'homme est aussi reparti avec le chiot qu'il avait vendu à la famille.

Vers 20 h 30, le père des enfants, désespéré, est arrivé à bicyclette devant la maison de ses enfants et de son ex-conjointe. Il a tenté de foncer à l'intérieur et les policiers ont dû le maîtriser. Ils l'ont ensuite interrogé.

Le conjoint actuel de la jeune femme a affirmé qu'il lui avait parlé au téléphone vers 13 h et que tout semblait aller pour le mieux. Ni lui ni aucun des autres proches qui sont arrivés ensuite sur les lieux ne pouvait expliquer ce qui a pu la pousser à commettre un tel geste. Elle n'a d'ailleurs laissé aucune note sur place.



Le père des deux enfants morts hier s'est précipité vers la maison de son ex-conjointe avant d'être intercepté par les policiers.



Le nouveau conjoint de la femme a fait la découverte des cadavres à son retour du travail. Il a été transporté à l'hôpital en état de choc.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Télécopieur pour abonnement : 285-7039

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi de 7 h à midi

Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111

Télécopieur : 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.



Mercredi, 30 juillet 1997

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : 811
à quatre chiffres : 1262

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donateurs aux endroits suivants:
■ à Montréal: Centre des donateurs, centre commercial Maison neuve, 2991, rue Sherbrooke Est (métro Préfontaine), de 10 h à midi et de 13 h à 17 h 30;
■ à Varennes: Ville de Varennes, aréna, 2000, boul. René-Gauthier, de 14 h 30 à 16 h et de 17 h à 20 h 30. Objectif: 250 donateurs;
■ à Châteauguay: Fraternité des policiers, restaurant Le Rustik, 47, boul. Saint-Jean-Baptiste, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif: 400 donateurs;
■ à Saint-Paul-île-aux-Noix: organisée par les clubs Optimiste Saint-Paul-île-aux-Noix et Saint-Blaise, centre Paulinoix, 959, rue Principale, de 14 h 30 à 17 h et de 18 h à 20 h 30. Objectif: 135 donateurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Suivez... Rioux!

■ Plus d'un an après la parution de son premier album, *Le Trottoir des anonymes*, Rioux prendra d'assaut, demain, la scène des FrancoFolies de Montréal. Saviez-vous que l'auteur-compositeur-interprète avait deux grandes passions, hormis la musique? Découvrez-les demain dans le cahier Sortir avec notre collaborateur Marc Coiteux qui a accompagné Rioux dans une excursion de pêche à Montréal, en plus de s'offrir le luxe de rouler à 70 km/h sur une piste de karting!

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

La police et la DPJ auraient-elles pu prévenir le drame de Saint-Colomban?

Le programme de dépistage du cancer du sein devrait-il être accessible partout au Québec dès l'automne?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 93 %
Non: 7 %

Concours Souvenirs de voyage au Québec

Cet été, où que vous soyez, au Québec, prenez des photos!

À GAGNER : 10 ensembles appareil-photo NIKON ZOOM 500 AF d'une valeur de 330 \$ chacun.
À GAGNER AUSSI : 10 forfaits week-end et un forfait d'une semaine dans des hôtels et auberges des Laurentides et de Charlevoix.

Tous les détails dans le cahier Vacances voyage, samedi!

La Presse

Le mot du jour grand-

■ Les mots composés avec *grand* s'écrivent aujourd'hui avec un trait d'union et non avec une apostrophe.
— *Grand-chose* (et non *grand'chose*).
Au pluriel, les deux éléments des

composés masculins prennent un *s*.
— *Des grands-pères*.
En revanche, le pluriel des composés féminins est flottant. Généralement, le premier élément prend la marque du pluriel mais reste masculin.
— *Des grands-mères*.

Paul Roux

Avions : un été meurtrier au Québec

Le plus récent accident, survenu lundi près de Lac-Mégantic, a fait cinq victimes

ÉRIC CLÉMENT

En un mois et demi, cinq accidents d'avion se sont produits au Québec, tuant 12 personnes. Le dernier accident est survenu lundi après-midi près de Lac-Mégantic, en Estrie, où cinq membres d'une famille ontarienne ont péri dans l'écrasement de leur appareil, alors qu'un violent orage sévissait dans la région.

Selon les informations recueillies par *La Presse* et le quotidien *The Record*, de Kitchener, Sandy McDougall, âgé de 42 ans et originaire de Kitchener, pilotait l'avion.

En compagnie de sa femme Nancy, 40 ans, et de leurs trois enfants, Robyn, âgée de 12 ans, Rebecca, 10 ans, et Alex, 8 ans, il avait décollé à 15 h 43 de Cornwall, en Ontario, à bord de son avion, un Cessna 210 basé à Tillsonburg, près de Kitchener. La famille se rendait en vacances pour une semaine à Charlotte-town, à l'Île-du-Prince-Édouard.

« L'avion volait à une altitude de 9000 pieds, en régime de vol avec instruments, c'est-à-dire par navigation radio, explique Yves Gosselin, du Bureau régional de l'aviation civile. Le pilote ne volait pas en se servant d'une carte, mais avec l'aide des contrôleurs aériens. »

Plus de contact

Quelques dizaines de minutes après le décollage, le contrôle de l'aéronef a été pris en charge par le centre de contrôle aérien de Montréal, puis par celui de Boston.

« À 16h36, Boston a communiqué avec Montréal pour signaler qu'on avait perdu le contact de l'appareil », explique Jean Desjardins, gestionnaire régional du Bureau de la sécurité des transports du Canada.

À 16 h 57, les Forces armées canadiennes ont été avisées d'un « incident particulier ». L'avion se trouvait encore à 9400 pieds à 17 h 05, selon l'agent François Doré, de la Sûreté du Québec. Il se serait écrasé un peu plus tard.

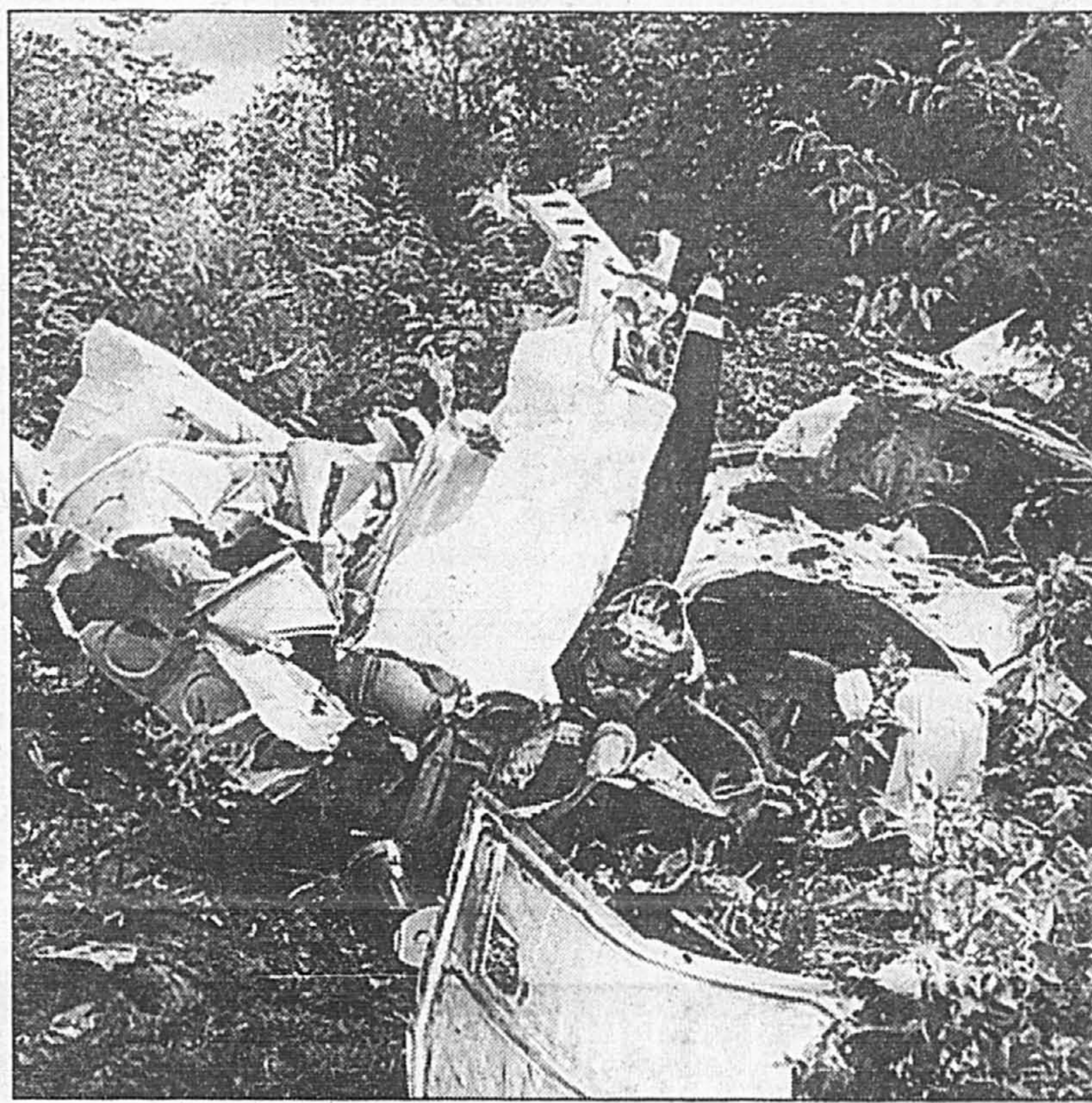
Écrasement

Un couple de Kitchener (Ontario) et leurs trois enfants ont péri dans l'écrasement de leur monomoteur, lundi soir, près de Lac-Mégantic.



Source: PC

F. Sallin - (PC)



Voici ce qui reste de l'avion dans lequel ont péri cinq membres d'une famille ontarienne, lundi soir, près de Lac-Mégantic.

À 17 h 28, une demande d'aide a été signifiée à l'armée. Peu avant 19 h, un avion *Hercules* C-130 et un hélicoptère *Labrador*, tous deux munis de puissants phares de recherche, ont décollé de la base militaire de Trenton, en Ontario. Ils ont suivi le trajet effectué par le Cessna. Entre-temps, le signal de la balise de détresse du Cessna a été localisé par une base militaire de la Nouvelle-Angleterre.

À 20 h 36, l'*Hercules* a repéré les débris de l'appareil, dans une forêt située à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Sherbrooke et à environ quatre kilomètres de la route 214, près de Milan, une localité située à l'ouest de Lac-Mégantic. Une aile se trouvait à 300 mètres du point d'impact de l'avion.

« Cinq minutes plus tard, deux techniciens de sauvetage ont sauté

en parachute, explique le capitaine de corvette Jean Marcotte. Puis, à 22 h 45, l'hélicoptère s'est rendu sur le lieu de l'écrasement pour y conduire des agents de la Sûreté du Québec. »

Difficile d'accès

Tout comme Marc Perreault et Gérard Picard, deux enquêteurs du Bureau de la sécurité des transports du Canada, le coroner Robert Giguère s'est rendu sur les lieux, très difficiles d'accès, non loin de la voie ferrée du Canadien Pacifique.

D'après les premières observations, il semble qu'il y ait eu une très forte tempête à l'est de Sherbrooke, entre 16 h et 17 h. L'avion a peut-être été touché par la foudre.

Les corps des cinq victimes ont été transportés par l'hélicoptère à la morgue de Sherbrooke, où ils sont

arrivés hier peu après minuit et demi. Les corps du pilote et d'un de ses enfants ont été transportés hier au Laboratoire de médecine légale, à Montréal, où une autopsie sera pratiquée.

Selon l'enquête du *Record*, Sandy McDougall était un pilote d'avion professionnel tandis que Nancy McDougall travaillait pour CKCO-TV, une station de télévision de Kitchener.

Même si l'été est toujours la période de l'année pendant laquelle on enregistre le plus d'accidents d'avions, cette année est particulièrement sinistre au chapitre des tragédies aériennes.

Au-dessus de la moyenne

Depuis la mi-juin, les cinq aéro-nets qui se sont écrasés au Québec ont tué 12 personnes, alors que la

moyenne québécoise de décès par tragédie aérienne se situe entre 14 et 20 morts par an.

Le 14 juin, trois Américains du Maine, qui rentraient d'une excursion de pêche, ont perdu la vie quand leur hydravion s'est écrasé près du lac Morin, au nord de Chicoutimi.

Le 30 juin, le pilote d'un avion Zenair s'est tué à Saint-Germain-de-Grantham, près de Drummondville. Le 14 juillet, deux personnes sont mortes lors de l'écrasement d'un avion Cessna 172 près du lac Dumoine, à 120 km au sud de Val-d'Or, tout près du parc de La Vérendrye.

Enfin, le 15 juillet, l'écrasement d'un ultra-léger *Tierra 2* à Saint-Cyprien, dans le Bas-Saint-Laurent, a provoqué la mort d'un homme.

L'EXPRESS DU MATIN



Bébé abandonné

■ Des accusations ont été déposées contre la jeune mère qui a laissé son bébé de sept mois sans surveillance pendant quelques heures dans son logement de Québec, au cours du week-end dernier. Elle a été accusée d'avoir abandonné son enfant et d'avoir manqué à son devoir de lui fournir les choses nécessaires à son existence. L'enfant demeurera pour l'instant sous la garde de la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). C'est un voisin de palier qui avait alerté la police peu avant 2 h, dimanche matin, parce que le bébé pleurait sans arrêt. Les policiers ont eu recours aux services d'un serrurier pour pénétrer dans le logement, où l'enfant était seul. Il y a deux mois, le même poupon avait été mordu au visage par un rat domestique appartenant à la mère.

Brutalité policière

■ La Sûreté du Québec a ouvert une enquête sur un nouveau cas présumé de brutalité policière à la police de Québec. Un adolescent de 16 ans aurait reçu des coups à la tête à l'aide d'une lampe-torche ainsi que des coups de pied lors de son arrestation par des policiers de Québec dans la nuit de dimanche. Le jeune homme a dû être opéré d'urgence dimanche pour un caillot de sang au cerveau. Il repose depuis aux soins intensifs du Centre hospitalier Christ-Roi. Les deux policiers impliqués dans cette affaire seront relevés de leur fonction, avec solde, a annoncé hier le chef de la police de Québec, Richard

Renaud. C'est le troisième événement violent impliquant des policiers de Québec en l'espace de deux mois. Lors des émeutes de la Saint-Jean, une jeune fille a dû se rendre à l'hôpital à la suite d'un matraquage et lors de l'inauguration de la statue du général Charles de Gaulle, la semaine dernière, une sexagénaire a été durement conduite aux cellules municipales par deux autres policiers de la ville. Dans ces deux cas, des plaintes formelles ont été déposées auprès de la Commission de déontologie policière.

Forcenée arrêtée

■ Un policier de la Sûreté municipale d'Alma, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, a dû faire feu hier matin sur une femme en état d'ébriété qui se ruait sur ses collègues avec un couteau. Les policiers étaient intervenus à quelques reprises dans un logement d'Alma parce que les voisins se plaignaient du bruit causé par une querelle entre deux femmes et un homme. Une des femmes menaçait les deux autres personnes avec un couteau. Une policière a tenté de la désarmer et a été blessée à la cuisse et à une main. La forcenée s'est ensuite rendue dans la rue alors que les policiers essayaient toujours de la raisonner. Elle s'est ruée vers eux et c'est à ce moment qu'un des policiers lui a tiré une balle dans une jambe. La femme a été conduite à l'hôpital mais son état n'inspire aucune crainte.

Règlement de comptes

■ L'homme grièvement blessé par balles le week-end dernier dans un immeuble à logements de l'ouest de Montréal a succombé à ses blessures sans avoir pu dénoncer ses assaillants à la police. L'homme de 35 ans, découvert dimanche après-midi devant la porte de son logis situé au 2980, rue Bedford, dans le quartier Côte-des-Neiges, est mort à l'hôpital tôt hier matin, vraisemblablement victime d'un règlement de comptes. L'autopsie pratiquée aujourd'hui devrait confirmer s'il s'agit bien de David Johnson, un Jamaïcain qui aurait été mêlé à un concert rock annulé samedi soir dernier, à Montréal.

Solde semi-annuel

LA SAISON DES SOLDES

50% - 70%

de rabais

sur presque tout.

Mode printemps-été pour hommes, femmes, enfants, lingerie et accessoires

AILES

LES AILES DE LA MODE

MAIL CHAMPLAIN 672-4537 CARREFOUR LAVAL 682-4537

Une mère de famille tuée par des cambrioleurs

Le meurtre a eu lieu en plein jour, rue Barclay

MARCEL LAROCHE

Pris à partie par une femme qu'ils voulaient détrousser, trois voleurs l'ont froidement abattue, sous les yeux horrifiés de sa fillette de sept ans, avant de s'enfuir les mains vides !

Atteinte par un projectile au thorax, Thong Vanh Luangduangsuthidej, jeune mère de 36 ans d'origine laotienne, a tenté en vain d'appeler à l'aide avant de s'effondrer, sans connaissance, sur le plancher de son appartement, tout près du téléphone.

Malgré la prompt intervention des policiers de la CUM alertés par une voisine, les bandits avaient déjà pris la poudre d'escampette, abandonnant derrière eux la pauvre femme qui a payé de sa vie pour avoir voulu protéger ses biens.

Le meurtre s'est déroulé en plein jour, à l'intérieur de l'appartement 4 du 4870, rue Barclay, dans le quartier Côte-des-Neiges, à Montréal.

Deux policiers du poste 31 du SPCUM se sont présentés à l'adresse indiquée, à 12 h 10 hier, où ils ont été accueillis par une petite fille

en pleurs, visiblement en état de choc.

Après avoir aperçu le corps de sa mère gisant par terre dans l'appartement, les policiers ont aussitôt éloigné l'enfant de la scène du crime pendant qu'un médecin d'Urgences Santé constatait le décès de la victime affichant des blessures au thorax et au bras droit.

En attendant l'arrivée du lieutenant-déTECTIVE Jean-François Martin et des sergents-déTECTIVES Roger Agnessi et Réal Meloche, de la section des homicides, et des spécialistes de l'identité judiciaire du SPCUM, les policiers ont dressé un périmètre de sécurité devant l'immeuble de huit logements.

Scène bouleversante

Pendant qu'ils fouillaient les buissons, à la recherche de l'arme

du crime, une adolescente de 15 ans s'est présentée devant l'édifice et a fondu en larmes en apprenant que sa mère venait d'être tuée par des voleurs.

Selon les premiers éléments de l'enquête policière, Thong Vanh Luangduangsuthidej, qui vivait rue Barclay avec son mari et ses quatre filles âgées de 4 à 17 ans, était seule à la maison avec sa fille de 7 ans quand trois individus ont sonné à la porte.

Après avoir ouvert, l'enfant aurait été poussée par l'un des intrus pendant que ses complices bondissaient sur la mère pour la maîtriser.

Une bousculade a aussitôt éclaté entre la jeune mère et ses trois assaillants âgés de 25 à 30 ans, dont l'un s'exprimait en laotien et en français. C'est alors qu'un coup de feu a été tiré.

Les trois bandits, qui se seraient enfuis sans emporter un sou, ne portaient aucun déguisement et auraient été aperçus par des témoins, au moment où ils quittaient en trombe l'appartement.

Il s'agit du 31^e meurtre (comparativement à 27 pour la même période en 1996) commis depuis le début de l'année sur le territoire de l'île de Montréal.



Pendant que les policiers de la CUM se trouvaient toujours sur les lieux du crime hier après-midi, l'une des filles de la victime, âgée de 15 ans, a fondu en larmes dans les bras des voisins en apprenant le drame.

PHOTO PIERRE MCDANN, La Presse

LA VENTE LA PLUS PERCUTANTE DE L'ANNÉE EST DE RETOUR!

LA VENTE
COLOSSALE

★ CHRYSLER ★

OPTION A: VOUS LOUEZ UNE NEON.

299 \$*
PAR MOIS
COMPTANT INITIAL DE 299 \$

LOCATION
TERME DE
30
MOIS

- TRANSPORT INCLUS
- TAXES INCLUSES
- PAS DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

NEON DODGE/PLYMOUTH 1997

Ensemble 22D:

- Moteur 2 litres à 16 soupapes et 132 chevaux
- Climatiseur
- Transmission automatique
- Deux sacs gonflables
- Radio AM/FM stéréo
- Console centrale
- Plus 36 caractéristiques de série



OPTION B: VOUS ACHETEZ UNE NEON.

14 274 \$**

Peu de progrès dans l'enquête sur le meurtre de Diane Lavigne

PIERRE GINGRAS

En dépit de l'offre d'une récompense de 100 000 \$ pour retrouver les assassins de Diane Lavigne, l'enquête de la Sûreté du Québec n'avance guère.

Tout au plus a-t-on annoncé hier qu'on savait maintenant que la motocyclette de marque japonaise sur laquelle se trouvaient les deux tueurs, avait quitté les lieux du crime à grande vitesse et que des témoins avaient vu le véhicule emprunter la sortie 7 de l'autoroute 15 donnant accès au boulevard Cartier, à Laval.

Agée de 42 ans, l'agente de la paix à la prison de Bordeaux a été assassinée dans son véhicule le 26 juin, vers 23 h, alors qu'elle circulait sur le pont Médéric-Martin, en direction nord de l'autoroute 15. Elle venait de terminer son quart de travail.

Quant à l'offre de 100 000 \$, une première dans l'histoire de la SQ, elle n'a pas apporté de résultats concrets jusqu'à maintenant. Une trentaine de personnes ont contacté les enquêteurs depuis, mais ce sont surtout des détenus qui affirmaient pouvoir trouver les coupables... si on les changeait de prison.

On ignore toujours le mobile du meurtre et rien n'indique que la vie privée de Diane Lavigne ou des problèmes dans sa vie professionnelle soient en cause. Selon une des hypothèses retenues pour l'instant par la Sûreté du Québec, l'assassinat pourrait avoir comme objectif d'intimider l'institution carcérale. (On peut entrer en contact avec la SQ à ce sujet en signalant le numéro sans frais 1-888-276-0062 ou à Montréal le 514-598-4242.)

Du « taxage » à Bordeaux

Par ailleurs, les autorités de l'Établissement de détention de Montréal (Bordeaux), ont modifié il y a deux semaines la classification de certains détenus qui volaient, extorquaient ou menaçaient les autres prisonniers du secteur A, endroit habituellement considéré le plus tranquille de la prison, selon les agents de la paix. On y compte 150 détenus, dont plusieurs prisonniers âgés, des sans-abri et des pédophiles.

Les détenus, dont plusieurs récidivistes, qui faisaient régner depuis plusieurs semaines un véritable régime de terreur dans le secteur A, ont donc été logés ailleurs à la demande de la dizaine d'agents qui surveillent l'endroit, a affirmé le Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec.

DE PLUS, CHRYSLER INSCRIRA VOTRE NOM SUR LE SENTIER TRANSCANADIEN!

Chrysler est l'un des commanditaires fondateurs du projet de Sentier Transcanadien. Ainsi, au moment de l'achat ou de la location de n'importe quel véhicule Chrysler en juillet, août et septembre, nous achèterons un mètre du Sentier de votre part et nous afficherons votre nom de façon permanente dans le pavillon de votre choix bordant le Sentier. Passez voir votre concessionnaire Chrysler.

* Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Terme de 30 mois. Comptant initial ou échange équivalent. Toutes remises incluses. Taxe sur le climatiseur incluse. Immatriculation et assurances en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Le premier versement sera exigé. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 51 000 km, au taux de 9 c le krff. Offre d'une durée limitée, chez les concessionnaires participants.

** Taxe sur le climatiseur incluse. Transport, immatriculation, taxes et assurances en sus. Offre d'une durée limitée. Détails chez les concessionnaires participants. Ces offres sont mutuellement exclusives et ne peuvent être combinées à aucune autre. Le concessionnaire peut louer ou vendre à un prix moindre. Jusqu'à épuisement des stocks.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.



loto-québec résultats	
Panço	Quintessence
Tirage du 97-07-29	Tirage du 97-07-29
6 10 15 18 19	3 4
	811 1262
22 23 29 31 34	Extra Tirage du 97-07-29
35 37 39 41 42	
43 53 54 60 67	NUMÉRO: 284188
T.V.A. LE RESEAU DES TIRAGES	
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de départ entre cette liste et la liste officielle, celle dernière a priorité.	

Les parents d'Isabelle Blain savaient

Mais ils rejettent la responsabilité du meurtre de Christina sur Michel Otis

ISABELLE HACHEY

« C'est affreux, ce qu'il a fait. Ma petite-fille ne méritait pas ça. C'est terrible, épouvantable. Il n'y a pas de mots... »

Dans leur petit appartement délabré de Pointe-aux-Trembles, les parents d'Isabelle Blain, cette jeune femme accusée du meurtre de sa fille de trois ans, semblaient complètement désespérés, hier.

Cloués par la violence avec laquelle la petite Christina a été battue à mort la semaine dernière, Jean-Pierre et Aline Blain savaient pourtant depuis six mois que les deux enfants d'Isabelle Blain subissaient des sévices corporels. Depuis que Michel Otis, lui aussi accusé du meurtre de Christina, était entré dans la vie de leur fille, croient-ils.

« Les enfants étaient passablement massacrés », dit Jean-Pierre Blain.

« Sa femme et lui avaient l'occasion de voir leurs petits-enfants tous les jours, puisque Isabelle Blain, 22 ans, habitait jusqu'à récemment dans le même immeuble qu'eux.

Pas trop sûr...

Pourtant, ils ne sont jamais intervenus pour que cessent les mauvais traitements dont ils étaient témoins. « Je n'étais pas trop sûr de



Jean-Pierre et Aline Blain étaient complètement désespérés face au drame qui a frappé Christina.

mon affaire », dit M. Blain. Même s'il avait remarqué des ecchymoses sur le visage de Christina, il n'a « pas réellement pensé » à signaler à la Direction de la protection de la jeunesse. « Y avoir pensé,

j'aurais appelé, certainement », dit-il.

En fait, les parents d'Isabelle Blain semblent tout à fait démunis, dépassés par les événements. Ils ne croient pas, toutefois, que leur fille

ait pu lever la main sur ses enfants. « On n'a jamais vu Isabelle battre ses deux enfants. Elle les chatouillait, elle jouait avec eux, comme toutes les mères. Mes enfants étaient de l'or pour moi, et ses en-

fants étaient de l'or pour elle », dit Mme Blain d'une voix chevrotante.

Peu après, elle éclate en sanglots. « Je l'aimais, ma petite-fille ! Comme mes huit autres petits-enfants. Je l'appelais ma grosse parce qu'elle aimait manger... » Le couple a quatre enfants. « Cela m'est arrivé de les avoir frappés, quand ils faisaient pipi à côté du pot », affirme Mme Blain.

Psychologues et travailleurs sociaux rappellent souvent que les parents ayant eux-mêmes été battus dans leur jeunesse répètent les mêmes gestes avec leurs enfants. Mais, désœuvrés, les parents d'Isabelle inspirent surtout la pitié. Et ils sont convaincus que c'est le nouveau conjoint de leur fille qui a porté tous les coups, sur Christina comme sur son frère de deux ans. Les deux enfants sont nés de pères différents, dont M. et Mme Blain n'ont jamais eu de nouvelles.

Hier, ils ont pu entrer en contact avec leur fille, par téléphone. « Elle le prend très mal et trouve cela affreux », dit M. Blain. Isabelle Blain et Michel Otis témoigneront vraisemblablement l'un contre l'autre lors de leurs procès.

Mme Blain avait bien du mal à contenir ses larmes, hier. « Christina, elle est peut-être bien avec le petit Jésus. Elle n'a que trois ans, mais elle va m'aider, de là-haut, à m'en remettre... »

La « crise de Blanc-Sablon » rebondit entre les mains de la SQ

MARIE-CLAUDE MALBOEUF

La « crise de Blanc-Sablon » a failli devenir politique hier, pour finalement rebondir entre les mains de la Sûreté du Québec, après que deux ministres eurent refusé de se jeter à l'eau...

Du côté de la Sécurité publique, la réponse était des plus claires. « Cette histoire ne nous concerne pas, a déclaré Gilles Rioux, chef de cabinet du ministre Robert Perreault. La SQ nous a informés de la situation, mais on n'a pas à s'en mêler : c'est une affaire de police. »

En début de journée hier, confrontée à des dizaines de pêcheurs mécontents, la SQ refusait pourtant de superviser les allées et venues d'un groupe d'huissiers tant que l'ambiance serait aussi explosive. Coincés à Montréal, les officiers de justice n'ont donc pu s'emparer des milliers de livres de poisson de l'usine Lower North Shore Seafood (LNS), située à Lourdes-de-Blanc-Sablon.

« Il faut faire preuve de prudence avant d'intervenir, a avancé le caporal Richard Bourdon. Il y a des similitudes avec Oka, et les recommandations du coroner Guy Gilbert nous indiquent que dans ces dossiers, l'intervention devient d'ordre politique. »

« C'est certain qu'on doit porter assistance aux huissiers, a toutefois précisé le porte-parole de la SQ lors d'un appel ultérieur. Il était nécessaire d'informer les gens du ministère, mais s'ils disent que c'est une affaire de police, on va continuer de chercher une solution sans rien brusquer. »

Une réponse qui a partiellement soulagé les créanciers de LNS Seafood, outre que le ministère de la Justice reste à l'écart.

« Dans la mesure où il s'agit d'un litige privé entre deux parties, le ministre — qui est aussi procureur général — n'intervient pas, a effectivement tranché le porte-parole de Paul Bégin, Alain Meunier. En matière civile, le principe est que la partie qui a obtenu une ordonnance a la responsabilité de la faire exécuter. »

« Je n'en reviens pas, on a tous les papiers, mais c'est le système qui ne marche pas, s'est indigné le créancier Marcel Deschamps. Pourtant, on se bat pas pour des poissons et des sous », comme on l'a entendu dire. On a attendu toute la journée, on est épuisés émotivement et financièrement — parce qu'il faut encore une fois payer l'avocat, les huissiers et les pilotes. Ce n'est pas une question d'argent, mais de principes. »

Les pêcheurs — à qui cette crise risque de faire perdre leur seul gagne-pain — ont un peu plus de chance. « Nous allons envoyer un émissaire auprès de la communauté et des travailleurs pour qu'il évalue la situation, a annoncé à La Presse Suzanne Barrette, porte-parole de Guy Julien, ministre de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation. Si besoin est, on peut aider les pêcheurs à trouver un nouvel exploitant pour l'usine. »

Les gestionnaires actuels n'ont pu être joints hier, pour commenter la situation.

Affaire Desjarlais : l'enquête se poursuit... lentement

MARCEL LAROCHE

Deux mois, jour pour jour, après l'accident de la route qui a coûté la vie au jeune Vincent Desjarlais, les enquêteurs de la sûreté municipale de Vaudreuil-Dorion poursuivent activement leurs recherches dans le but d'identifier la personne qui conduisait la Mercedes noire impliquée dans le délit de fuite.

Malgré la lenteur de l'enquête entreprise le 30 mai dernier pour trouver le responsable de la mort violente du cycliste de 14 ans, les policiers demeurent optimistes et continuent d'accumuler de la preuve dans ce dossier complexe.

On se souviendra que l'adolescent rentrait chez lui à vélo, en fin de soirée, le 30 mai dernier, quand il a été fauché par une Mercedes circulant dans la rue de Lotbinière, tout près du club de golf Summerlea, à Vaudreuil-Dorion.

Depuis, les policiers ont retrouvé la voiture appartenant à un homme d'affaires de 42 ans, domicilié dans l'ouest de l'île de Montréal. Le véhicule avait cependant été réparé, mais des expertises ont confirmé qu'il s'agissait bel et bien de celui impliqué dans l'accident du 30 mai.

À l'issue d'une rencontre de près de deux heures à laquelle ont assisté, hier, le directeur de la sûreté municipale de Vaudreuil-Dorion, Léopold Houle, son adjoint, Jean-Guy Goulet, ainsi que Mes Jean-Pierre Proulx et Anne-Andrée Charette, du bureau des substituts du procureur général, à Valleyfield, plusieurs autres détails de l'accident ont été revus.

« Les policiers nous ont indiqué que le rapport complet de l'événement devrait nous être soumis le 18 août prochain », a dit Me Proulx à La Presse.

BOUCLES D'OREILLES À DIAMANT SOLITAIRE OR 14 CARATS

TOTAL
5 pts VENTE 58 \$
10 pts VENTE 88 \$
25 pts VENTE 268 \$
40 pts VENTE 478 \$
50 pts VENTE 688 \$

LE PARCHEMIN
DEPUIS 1966

Nos diamants et pierres précieuses sont sélectionnés par le laboratoire Gemmologique du Canada.

Mezzanine, MÉTRO Berri UQAM, 1500, rue Berri
Montréal 845-5243 sans frais 1-800-667-6878

KAUFMANN de SUISSE

2195 CRESCENT, (514) 848-0595
A Palm Beach, FL. 210 Worth Ave.

Pendant en or 18 ct. - oiseau serti de diamants avec perle des Mers du Sud.

COURSE DE CANARDS DE LA BANQUE NATIONALE '97

Fondation de la recherche sur les maladies infantiles

NUMÉROS GAGNANTS

1er prix	092681	Michèle Harvey	Sté-Foy
2e prix	073936	Marie Boisvert	Charlesbourg
3e prix	027202	Elise Chrétien	Laval
4e prix	076504	Roma Turnbull	Îles-de-la-Madeleine
5e prix	079406	Marie-Claire Peltier	Alma
6e prix	080481	Claudine Mathieu	Girardville
7e prix	093452	R. Chevalier	Repentigny
8e prix	057736	Roland Lefrançois	St-Rémi
9e prix	055782	Nicole Tarte	Marieville
10e prix	054415	Thérèse Marion	St-Bruno

Micro-Bytes

LES SYSTÈMES INCLUENT :

- PROCESSEUR INTEL
- CARTE MAITRESSE PCI
- 512K CACHE
- CHIPSET INTEL TRITON
- BOÎTIER MINITOUR
- LECTEUR 1.44 3 1/2 PO
- CARTE VIDÉO PCI
- 16 MEGA-OCTETS MÉMOIRE EDD
- DISQUE DUR 1.7 GIG EIDE
- CLAVIER W95
- SOURIS ET TAPIS
- CDROM 16X
- CARTE DE SON 16-BIT
- HAUT PARLEURS AMPLIFIÉS
- FAX MODEM 33.6 AVEC VOIX
- 1 MOIS GRATUIT SUR L'INTERNET
- ÉCRAN COULEUR 14 PO SVGA. 28MI

PENTIUM 150 649,99 \$

P166 - + 20 \$ MMX166 - + 75 \$
P200 - + 35 \$ MMX200 - + 235 \$

DE BASE

No 1 PROCESSEUR INTEL AVEC MMX
CARTE MAITRESSE PCI
512K PIPELINE BURST CACHE
CHIPSET INTEL TRITON 3 (VX)
BOÎTIER MINITOUR
LECTEUR 1.44 3 1/2 PO
CARTE VIDÉO PCI
16 MEGA-OCTETS MÉMOIRE EDD
DISQUE DUR 1.7 GIG EIDE
CLAVIER W95
SOURIS ET TAPIS
CDROM 16X
CARTE DE SON 16-BIT
HAUT PARLEURS AMPLIFIÉS
FAX MODEM 33.6 AVEC VOIX
1 MOIS GRATUIT SUR L'INTERNET
ÉCRAN COULEUR 14 PO SVGA. 28MI

PENTIUM 166 1399,99 \$

MMX166 + 75 \$ MMX200 + 235 \$

DE LA SEMAINE

GIGAPETS 14,99 \$	SCANNER FLATBED COULEUR 229,99 \$	CARTE DE SON SOUND BLASTER 32 99,99 \$
LECTEUR CDROM 16X - 84,99 \$ 20X - 94,99 \$ 24X - 119,99 \$	ÉCRIVEURS SONY CS960S - 630 \$ CS960H - 675 \$ CS911S - 845 \$	IMPRIMANTE LASER BROTHER HL-730DX 384,99 \$ HL-760DX 484,99 \$ APRÈS RABAIS DE 50 \$ PAR LA POSTE
FAX MODEMS 33.6 VOIX - 69,99 \$ 56K - 129,99 \$	CD-ROM VIERGE 680 MEG 4,99 \$	

MÉMOIRE

1 M	30 PIN	4M	526
4M	21 S	22 S	
8M	41 S	37 S	
16M	71 S	71 S	
32M	141 S	141 S	

NOUVEAUX PRIX

IMPRIMANTES JET D'ENCRE CANON

BJC-240 - 204,99 \$
BJC-4200 - 289,99 \$

FRANCHISES MICRO-BYTES MAINTENANT DISPONIBLES : APPELLEZ LE 426-2586

940, BOUL. ST-JEAN ANGLE BRUNSWICK POINTE-CLAIRE TEL.: 426-2586 FAX: 426-3455 MTL: 990-0576	3505, BOUL. TACHECAREAU ANGLE HOLMES SAINT-HUBERT TEL.: 445-7178 FAX: 445-7089 MTL: 990-0994	6436, JEAN-TALON EST ANGLE LANGELIER SAINT-LÉONARD TEL.: 253-4306 FAX: 253-5834
---	---	---

LES PRIX SONT SUJETS À CHANGEMENT SANS PRÉAVIS

WEB: www.microbytes.com
E-MAIL: info@microbytes.com

LA VENTE SE TERMINE LE 8 AOÛT 1997 (PARÉZ COMPTANT) PAR INTERAC SEULEMENT

la Baie services à domicile

UNE SEMAINE SEULEMENT!

NETTOYAGE DE TAPIS Rabais de 50%

19 \$ UNE PIÈCE ET UN VESTIBULE nettoyés à la vapeur
Prix après solde : 40 \$

Notre service 4 étoiles : une garantie de satisfaction à coup sûr!

- Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos moquettes à fond et leur rendent toute leur fraîcheur.
- Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.
- Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer dans tous les coins.
- Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi et le dimanche.

69 \$ 6 pièces et un vestibule nettoyés à la vapeur
Prix après solde : 93 \$

Nous vous recommandons la MÉTHODE DE NETTOYAGE DE LUXE EN 2 ÉTAPES pour les moquettes qui n'ont pas été nettoyées professionnellement depuis au moins 12 mois. Seulement 10 \$ de plus par pièce.

79 \$ Nettoyage de meubles Canapé et 2 fauteuils nettoyés à la vapeur

Nos méthodes de nettoyage sont adaptées à chaque tissu, pour de meilleurs résultats. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec, les coussins non attendants, le coton haïtien et les meubles modulaires.

Nettoyage de tapis d'appoint synthétique

0,99 \$ Ramassage et livraison inclus. le pied carré

APPELÉZ DU LUNDI AU SAMEDI ENTRE 8 H ET 18 H

Montréal (514) 339-5420 Trois-Rivières (819) 378-8480
Sherbrooke (819) 820-1417 Drummondville/Victoriaville (819) 474-8007

TRAITEMENT DE PROTECTION DES FIBRES OFFERT MOYENNANT DES FRAIS ADDITIONNELS. LE VESTIBULE EST LIMITÉ À 10 PIÈCES LINÉAIRES ET DOIT ÊTRE ATTENDANT. PRÉFÉRÉNCIÉMENT SUR NOTRE TROUSSE DE DÉTACHAGE STAINRESISTANT™. SERVICE DE CAMION-USINE MOYENNANT 9 \$ ADDITIONNELS PAR PIÈCE. LES PIÈCES DE PLUS DE 200 PIEDS CARRÉS COMPTENT POUR 2 PIÈCES OU PLUS. LES OFFRES EXPIRENT LE 2 AOÛT 1997.

Montréal métro

Hippodrome: les démissionnaires de Vision Montréal s'allient au RCM

GILLES GAUTHIER

Le groupe des démissionnaires de Vision Montréal s'allie ce matin au Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal (RCM) pour mener une action commune contre la vente de l'Hippodrome.

Le conseil d'administration de la Société de développement de Montréal (SDM), la paramunicipale propriétaire de la piste au nom de la Ville, se prononce aujourd'hui sur l'offre d'achat soumise par la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC), qui reçoit un soutien financier et politique massif du gouvernement Bouchard.

La convocation d'une assemblée extraordinaire du conseil municipal, le 11 août, pour tenir un débat public sur cette transaction est probable.

Si le conseil de la SDM accepte la proposition d'achat, cette décision devra être approuvée par le comité exécutif de la Ville, dont la prochaine réunion est prévue pour le 13 août.

Les recommandations d'achat ou de vente de propriétés formulées par la paramunicipale sont soumises au comité exécutif, mais non au conseil.

Si le comité exécutif refuse de convoquer une assemblée extraordinaire des élus alors que 20 membres du conseil la jugent nécessaires, ces derniers adressent une

demande au greffier de la Ville, qui doit obligatoirement y donner suite.

L'opposition compte présentement 27 membres, soit les 15 démissionnaires de Vision Montréal, les sept conseillers du RCM, les deux de Coalition démocratique-Montréal écologique et trois indépendants.

Il serait toutefois surprenant que cette alliance des deux principales forces d'opposition ait des suites au cours des mois qui viennent malgré le fait que le président du RCM, Michel Lemay, ait souhaité récemment un regroupement, en vue des prochaines élections, des « forces vives » qui combattent l'administration actuelle.

Sammy Forcillo, qui demeure vice-président du comité exécutif même s'il a démissionné de Vision

Montréal, estime que le séjour du RCM au purgatoire doit se prolonger au-delà des prochaines élections parce que la population n'aselon lui pas oublié ce qu'il appelle l'héritage trop lourd de l'administration de l'ancien maire Jean Doré.

Il envisage la formation d'un cabinet fantôme au sein des démissionnaires de Vision Montréal afin, dit-il, d'aller au-delà du travail de critique négative de l'opposition en y ajoutant des suggestions constructives. « Il n'y aura pas de front commun avec le RCM au conseil », affirme-t-il.

Il souhaite que les 15 démissionnaires de VM demeurent unis, constituent une force d'opposition crédible et dénichent un candidat fort à la mairie avec lequel ils créeront un nouveau parti. « Tous les sondages démontrent que la population ne veut ni de Vision Montréal ni du RCM et souhaite une troisième voie », affirme M. Forcillo.

M. Lemay soutient pour sa part que seul le RCM est en mesure de rassembler ceux qui souhaitent le remplacement de l'administration actuelle.

Les élections n'auront lieu qu'en novembre 1998. Mais « les tensions provoquées par la situation minoritaire de M. Bourque nous plongent dans un contexte électoral prématuré », a déclaré hier Thérèse Daviau, chef de l'opposition officielle, le RCM.



Sammy Forcillo



Thérèse Daviau

Chaque nuit, un éternel recommencement

UNE JOURNÉE DANS LA VIE DE...

Serge Boulet, travailleur de rue

ISABELLE HACHEY

Quand elle l'aperçoit au bout de la rue, ses yeux s'illuminent. Il revient de vacances et elle ne l'avait pas vu depuis plusieurs jours. Simplement, il prend de ses nouvelles, glisse quelques préservatifs dans sa main. Avant de reprendre sa roue, il lui demande, une fois de plus, si elle a des projets d'avenir. Et lui propose d'entreprendre un stage d'études.

Sans grande conviction, la prostituée promet qu'elle y songera, et retourne à ses clients. Elle est heureuse d'avoir retrouvé Serge Boulet, celui qu'elle appelle son « amour ». Le seul, au cours de sa longue nuit, qui se soit réellement intéressé à elle.

Serge Boulet est travailleur de rue. À 33 ans, avec son crâne chauve, ses boucles d'oreilles et ses patins à roues alignées, il a l'air un peu rebelle. Il n'a surtout pas froid aux yeux. C'est qu'il en faut, du courage et de la patience, pour parcourir les quartiers chauds de Montréal quand tombe la nuit. Bouée de sauvetage pour ceux qui n'ont plus leur place « dans le système ».

Chaque soir à 18h, Serge bourre son sac à dos de préservatifs et de seringues propres. Après avoir troqué ses patins contre de bonnes chaussures de marche, il entame sa tournée, rue Ontario, dans le quartier gay. Une femme l'interpelle du haut de sa fenêtre. Il entre, échange les seringues souillées de l'héroïne, et sort. Pas de leçon moraliste, pas de long discours. Le travail de Serge est d'abord pragmatique.

Deuxième arrêt, un stationnement désert. Serge s'assoit sur une petite clôture et, pendant près

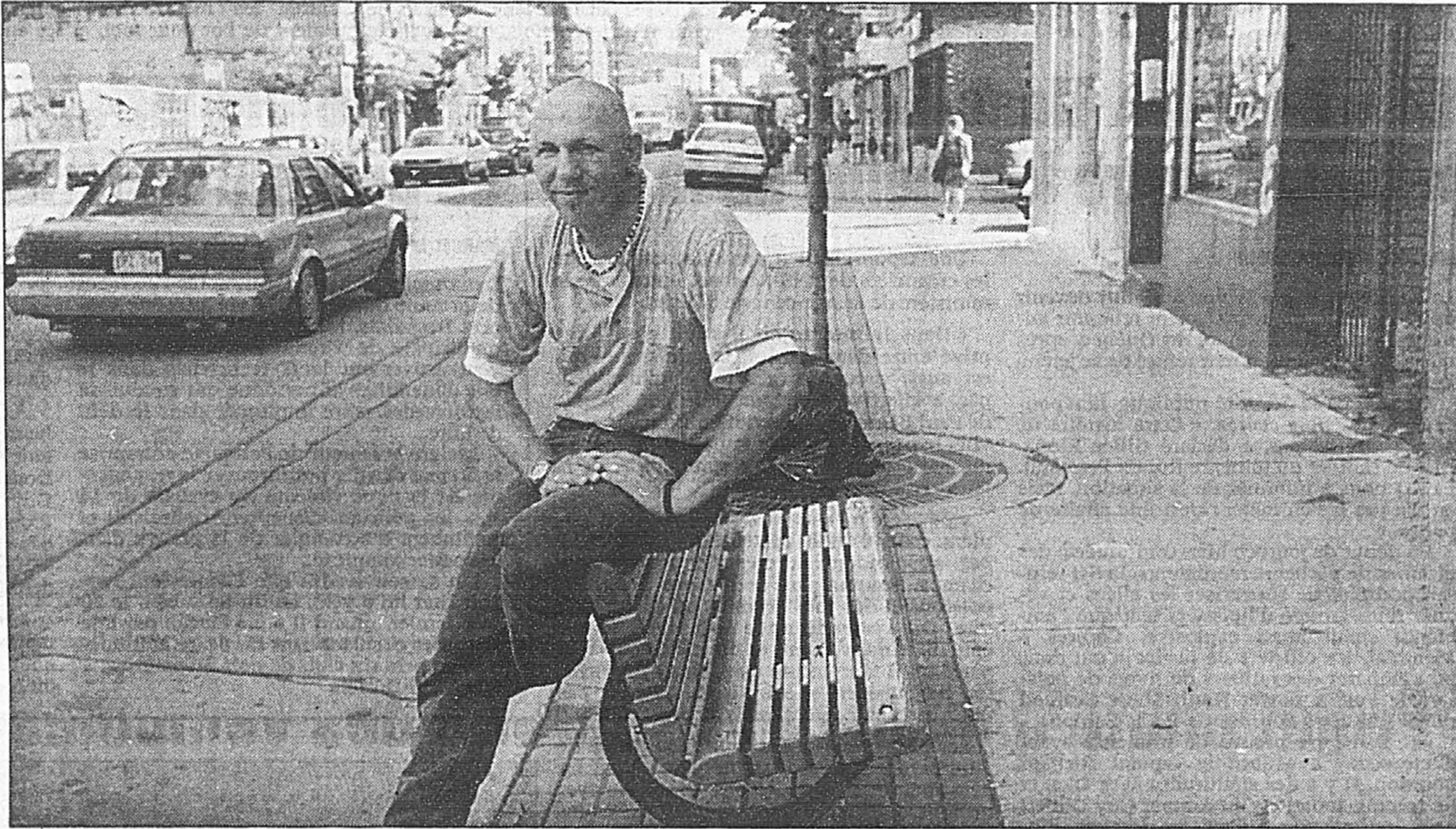


PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

Même si tous les soirs il est témoin d'actes illégaux, Serge Boulet doit rester neutre et préserver l'anonymat des jeunes.

d'une heure, attend. « On entre dans leur monde. Il faut laisser une porte ouverte, ne pas s'imposer. » Peu à peu, quelques personnes font leur apparition, demandent condoms et seringues, mais aussi écoute et compréhension.

Quelques minutes après l'arrivée de Serge, une voiture de police se gare au coin d'une rue transversale, bien en vue. Une jeune toxicomane passe devant Serge et, sans ralentir le pas, lui glisse qu'elle aimerait s'arrêter. « Mais vous savez qui est là », explique-t-elle. Serge enrage. Les policiers ne leveront les voiles que lorsqu'il se décidera, lui aussi,

à partir. La toxicomane, elle, n'a pas eu droit à une seringue stérile. Et ce n'est sûrement pas cela qui l'empêchera de se piquer ce soir, aiguille propre ou pas.

Entre policiers et travailleurs de rue, les relations sont tendues. « Ils ont de la difficulté à concevoir notre travail », déplore Serge. Tout comme la population. « Certains nous voient comme des missionnaires, d'autres comme des nuisances. Les étiquettes, nous les portons ! »

Avec les jeunes marginaux, établir une relation de confiance est un travail de longue haleine, dit-il,

qu'un simple souffle peut détruire. D'où l'importance de rester neutre et de préserver l'anonymat des jeunes. Même si tous les soirs il est témoin d'actes illégaux. Cette situation délicate, les policiers ne semblent pas l'avoir comprise. Récemment, ils ont demandé à certains travailleurs de rue de devenir délateurs. Une hérésie !

Jusqu'à minuit, Serge sillonne les rues du quartier, n'hésitant pas à entrer dans les piqueries ou à se faufiler dans des immeubles délabrés où se rassemblent les jeunes. Il salue les uns, s'inquiète de l'absence des autres, établit de nouveaux contacts — toujours à refaire,

car il évolue dans un monde en mouvement constant — et ne s'impose jamais.

Le travail de Serge semble un éternel recommencement. Désireux de faire une croix sur leur passé, ceux qui réussissent à s'en sortir donnent très peu de nouvelles. Et dans la rue, rares sont les marques de reconnaissance. Malgré tout, Serge persiste depuis maintenant six ans. « Ce qui me fait rester, c'est lorsque quelqu'un me dit : "Regarde, Serge, j'ai suivi tes conseils, j'utilise des seringues propres et j'ai réduit mes doses." »

Alors, heureux, Serge s'éloigne lentement dans la nuit.

Têtes d'affiche

■ Double célébration à l'École des hautes études commerciales, où les solliciteurs (bénévoles, diplômés et autres collaborateurs) qui ont travaillé soit à la première année de la campagne Carrefour HEC, ou à mener à terme celle du Fonds leadership, sont arrivés à recueillir des engagements de dons de près de 6 millions (5 971 577 \$), qui permettront de réaliser différents projets. Ont participé au dévoilement de ces heureux résultats : Nicole Beauvoisin, présidente du Fonds leadership, et présidente-directrice générale du Réseau des femmes d'affaires du Québec; le président de Carrefour HEC, Jean Saine, président de Saine marketing; Marie-Thérèse Chaput-Williams, directrice du bureau de développement des HEC et Jean-Marie Toulouse, directeur des HEC.

■ C'est le vice-président pour le Québec de la Société d'électrolyse et chimie Alcan, Yvan D'Anjou, qui a présenté au directeur général de la division du Québec de la Croix-Rouge Ré Jean Séguin, un don de 75 000 \$ d'Alcan, pour la campagne annuelle de financement de la Croix-Rouge.



Yvan D'Anjou

■ Pour la première fois, le tournoi de golf annuel des employés du groupe financier Banque Royale a voulu joindre l'utile à l'agréable, en amassant des fonds pour une bonne cause. La première cause adoptée est celle de la Société canadienne de la sclérose en plaques, qui s'est ainsi vu remettre un don de 5000 \$. Ont participé à la remise officielle du don : Réal Bellemare (Banque Royale), Daniel Larouche (président du chapitre québécois de la Société canadienne de la sclérose en plaques), Arlette Cousture, porte-parole de la société, Jacques Bergeron (Banque Royale), et Richard Martin (Trust Royal).

■ Relationnistes et membres du Mouvement québécois de la qualité sont invités à s'inscrire (d'ici le 26 septembre) au concours d'excellence des prix Équinox de la Société des relationnistes du Québec. Les dossiers de candidature doivent porter sur des réalisations faites entre le 1^{er} avril 1996 et le 31 mai 1997. Les catégories de participation sont : campagne complète, campagne interne, campagne externe, événements spéciaux, commande et promotion de la gestion intégrale de la qualité. Renseignements : 282-3805.

■ La Banque Royale, par l'entremise de son directeur du service des

communications Raymond Chouinard, vient de faire un don de 15 000 \$ à la Fondation canadienne du rein. En acceptant le don, Sydney Levitsky, président de la campagne du Prix du fondateur de la Fondation canadienne du rein, a souligné que cet argent permettra d'accroître la visibilité de la fondation, dont l'objectif est d'assurer la meilleure qualité de vie possible, pour les milliers de Québécois atteints de maladies rénales.

■ Le Lion Gilles Melançon, de Repentigny, vient d'être élu au nombre des directeurs de l'Association internationale des clubs Lions. En sa qualité de directeur au conseil d'administration d'un organisme comptant 1,4 million de membres répartis dans 185 pays, il contribuera à gérer les activités d'une association qui vient en aide aux aveugles, parraine des programmes pour les jeunes, subventionne l'éducation et des recherches sur le diabète, etc. Gilles Melançon a été coprésident du congrès international de 1979 et vice-président sénior du congrès international des Lions tenu à Montréal en 1996.



Gilles Melançon

■ Fête des enfants, à l'Hippodrome de Montréal (7440 boulevard Décarie, métro Namur), dimanche, de 10 h à 16 h (entrée gratuite). Organisée par la Fondation canadienne Un monde de rêves, qui veille au bonheur des enfants atteints d'une maladie chronique ou terminale, cette fête se déroulera dans une ambiance de cirque, avec clowns, maquilleurs, magiciens, mascottes, etc. (annulée en cas de pluie). On en profite pour recueillir des fonds pour les enfants gravement malades.

■ Philippe Charpentier, consultant pour la firme montréalaise Raymond, Chabot, Martin, Paré, vient d'être nommé président de la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Au cours de son mandat de deux ans, il devra porter une attention spéciale à l'emploi, l'économie et les finances publiques. Les membres de son conseil d'administration sont : Vital Adam, Marie-Claude Bacon, Catherine Champagne, Anouk Dansereau, Lucie Demers, Ugo Dionne, Sophie Forest, Claude Frigon, Hélène Gagnon, Caroline Godin, Marie-Andrée Lafrance, Annie Laplante, Martin Leblanc,



Philippe Charpentier

Jean-François Léveillé, Jean Lortie, Karen McAuley, Marie-Hélène Nollet et Joël Roussin.

■ La Société canadienne du cancer vient d'accueillir une délégation chinoise de l'université Norman Bethune à Changchun, dans le cadre d'un échange sino-canadien en matière d'éducation pour la prévention du cancer et son dépistage. Ce sont Nicole Magnan et Louise Robic, respectivement directrice générale et vice-présidente de la division québécoise de la société, et le Dr Jean Couture de l'université Laval, qui ont accueilli la délégation chinoise formée des Dr Yu Deshum et Chen Chuntian, de l'université chinoise.

■ Les installations montréalaises de la multinationale suédoise Ericsson, à Mont-Royal, ont remporté le premier prix d'excellence pour leurs communications internes, récompense remise par le siège social aux meilleurs éléments des différents bureaux et usines répartis dans le monde. Recherche Ericsson de Mont-Royal se classe au sixième rang des entreprises canadiennes pour les investissements en recherche et développement.

Adressez vos communiqués à :
Têtes d'affiche
La Presse, 7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Denis LAVOIE

Montréal métro

La facture de Québec à Saint-Laurent : 5,5 millions

CLAUDE-V. MARSOLAIS

La part des 500 millions de dollars de transferts que les contribuables de Saint-Laurent devront assumer l'an prochain est estimée à 5,5 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 3,5 % du budget de la municipalité.

C'est ce qu'a révélé hier le maire Bernard Paquet en signalant son opposition à la proposition de l'Union des municipalités d'augmenter uniformément la taxe de tous les contribuables municipaux de 16,18 cents.

« Si cette proposition de l'UMQ était acceptée, il faudrait ajouter un autre 5 millions à la note des contribuables laurentiens », affirme-t-

il en ajoutant que les villes de la CUM font déjà leur part pour aider Montréal en fournissant annuellement 150 millions pour les différents services assurés en commun comme la police, le transport en commun, etc.

Bien que Saint-Laurent ne compte que 75 000 habitants, elle se targue d'être au quatrième rang des villes les plus riches du Québec

avec une richesse foncière évaluée à 5,6 milliards de dollars. Cette richesse lui vient en grande partie du grand nombre d'industries qui s'y sont installées et qui donnent de l'emploi à 95 000 personnes.

M. Paquet s'inquiète des retombées du transfert de responsabilités sur les gens retraités de sa ville qui forment un pourcentage important de la population.

« Ils viennent d'écoper d'une hausse de la taxe scolaire de 20 % et ils devront absorber une nouvelle hausse de l'impôt foncier pour compenser le transfert de responsabilités du gouvernement du Québec. J'aurais préféré que le gouvernement hausse les impôts d'un

point de pourcentage », dit-il.

Le maire soutient que sa ville a fait beaucoup d'efforts de rationalisation ces dernières années de sorte que le taux de taxe est demeuré stable à 1,33 \$ par 100 \$ d'évaluation depuis trois ans.

Le transfert des factures pour absorber le coût du transport scolaire représente 2,8 millions à Saint-Laurent tandis que la contribution de la Ville au financement du déficit de la Place des Arts et du Palais des congrès de Montréal totalise 494 071 \$. Quant à l'abolition des en-lieux de taxes des écoles primaires et secondaires et celle du Foyer Saint-Laurent, elle représente respectivement des sommes de

552 285 \$ et 93 918 \$.

Le maire Paquet s'inquiète aussi de la seconde phase de la réforme municipale qui, bien que théorique, n'est pas moins menaçante. Il fait référence à une nouvelle répartition des villes (10 %) au déficit d'exploitation des HLM, à l'uniformisation de la taxe sur les terrains vagues, à la révision de la taxe sur les immeubles non résidentiels et au financement d'équipements municipaux de portée régionale comme le Jardin botanique ou le Biodôme. « Si cela se concrétisait, on pourrait s'attendre à doubler la facture actuelle de 5,5 millions. »



PHOTO ROBERT NADON, La Presse

Les Québécois peuvent faire vérifier gratuitement la « performance écologique » de leur véhicule dans plusieurs garages de la province.

Projet pilote d'inspection gratuite des véhicules

Une voiture mal entretenue pollue deux fois plus qu'une autre, soutient l'AQLPA

SOPHIE BROUILLET

En plus d'occasionner à leurs propriétaires des dépenses annuelles supplémentaires de 150 à 200 \$ en essence, les véhicules non entretenus génèrent deux fois plus de pollution que les autres. C'est ce que soutient l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), qui a lancé hier un projet pilote d'inspection gratuite des véhicules à travers le Québec.

Mandatée par le gouvernement québécois pour mettre sur pied un programme d'inspection qui devrait entrer en vigueur sous sa forme définitive en 1998, l'Associa-

tion offre dès maintenant aux citoyens qui le désirent de faire vérifier l'état de leur voiture. Le procédé est tout simple, semblable à celui d'une prise de sang : des prélèvements effectués par l'AQLPA sur les véhicules permettent d'obtenir sur un écran le taux des divers gaz circulant dans les tuyaux. L'Association souhaite que de telles vérifications, déjà en vigueur en Ontario, en Colombie-Britannique et dans 40 États américains, deviennent éventuellement obligatoires.

Se basant sur les inspections faites à ce jour, l'AQLPA estime que 20 % des véhicules, ceux qui sortent des normes, causent 80 % de la pollution liée au transport. Une

automobile neuve est en principe conforme aux normes d'émission de gaz mais, si on n'y prend garde, sa performance écologique se détériore à l'usage : l'huile non changée, l'usure du système antipollution et des anomalies mécaniques aussi simples qu'un dégonflement partiel des pneus rendent une voiture beaucoup plus polluante. De tels problèmes n'étant pas toujours visibles, l'Association recommande une inspection tous les deux ans.

Sur la bonne voie en matière de réduction des gaz polluants, le Québec n'en demeurerait pas moins une victime par excellence de la pollution étrangère. « On est le bout du tuyau d'échappement de

l'Amérique du Nord », soutient le président de l'AQLPA, André Bélisle, faisant allusion à la direction des vents : ces derniers soufflent du sud-ouest au nord-est, charriant avec eux le smog et les pluies acides. Au Québec, ajoute M. Bélisle, environ 13 millions des coûts médicaux auraient pour origine la pollution liée au transport, qui cause principalement des problèmes pulmonaires.

Misant beaucoup sur son programme d'inspection, l'AQLPA le juge pourtant en lui-même insuffisant, et ne croit pas le problème de la pollution atmosphérique soluble à moins d'une réduction du nombre de véhicules.

Les MRC devront payer le transport des enfants à la maternelle

CLAUDE-V. MARSOLAIS

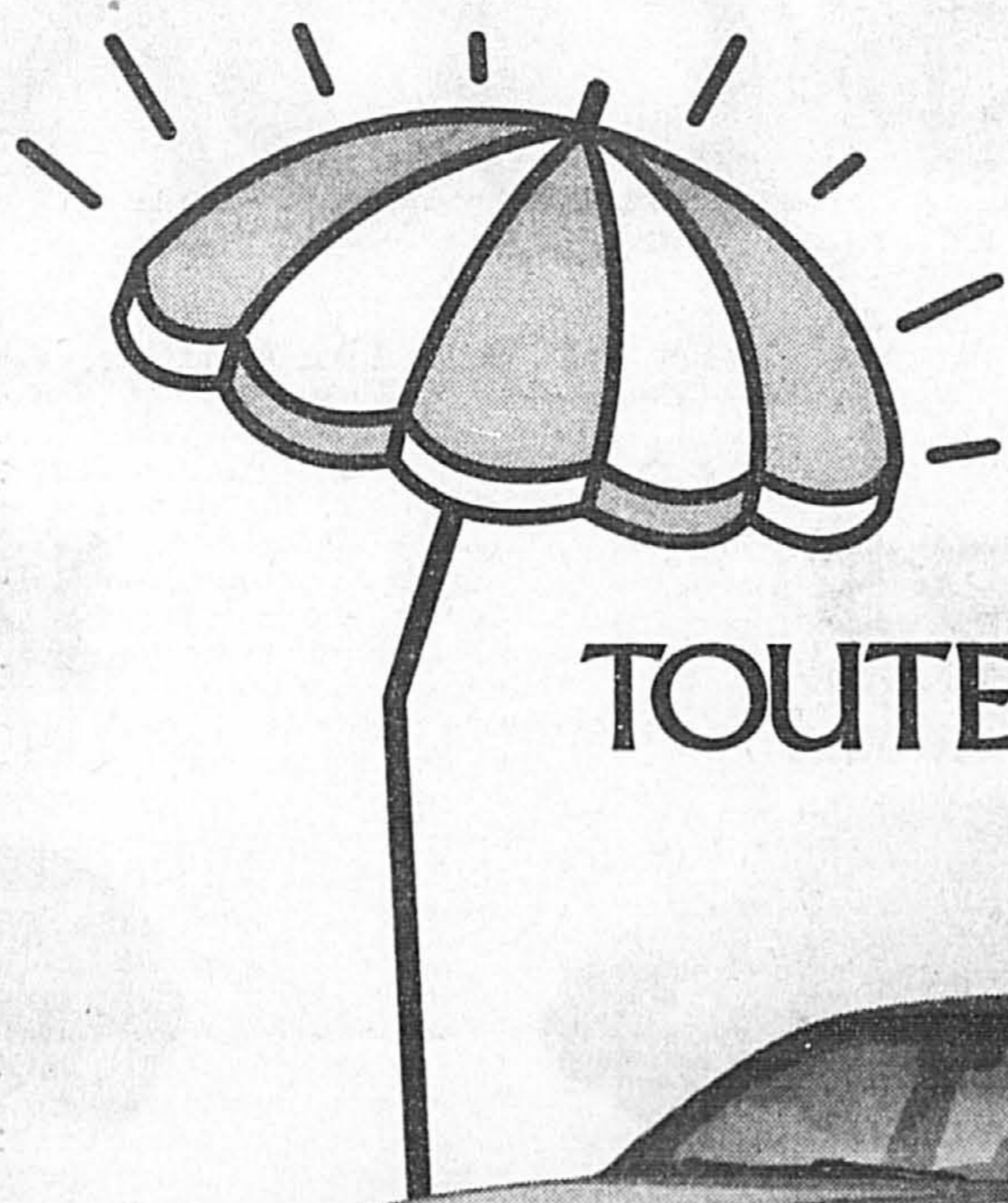
L'Union des municipalités régionales de comté du Québec (UMRCQ) vient de découvrir que ses membres devront assumer le coût du transport des enfants à la maternelle plein temps dès la rentrée de 1998 ce qui ajoutera une note additionnelle de 10 millions aux 50 millions qu'elles devront payer pour l'ensemble du transport scolaire l'an prochain.

« La ministre Pauline Marois s'est engagée à payer le transport des enfants la première année, c'est-à-dire lors de la rentrée de septembre prochain, mais le gouvernement nous refile la facture pour les autres années », a indiqué la porte-parole de l'organisme, Collette Fortier.

Le conseil d'administration de l'UMRCQ se réunira le 15 août afin d'étudier des contre-propositions à la décision du gouvernement de transférer une facture de 500 millions à l'ensemble des municipalités. Entre-temps, les conseils municipaux des municipalités membres doivent tenir des réunions préparatoires les 4 et 11 août au cours desquelles il sera question d'envisager toute une gamme de moyens de pression.

Mme Fortier a indiqué qu'il était pratiquement impossible de récupérer dans la masse salariale des employés des municipalités rurales puisque ceux-ci gagnent beaucoup moins que dans la fonction publique. « Parmi nos 1035 municipalités, on ne compte que 250 syndicats. En moyenne, nos municipalités dénombrent seulement huit employés. »

D'autres problèmes attendent les municipalités rurales comme la gestion du transport scolaire dont elles ne s'occupaient pas jusqu'à maintenant. Elles se demandent si elles devront engager des régisseurs puisque la plupart du temps, elles ne disposent que d'un directeur des équipements et des bâtiments.



279\$*
LOCATION
Personnalisable
MAZDA
LOCATION par mois/24 mois
Incluant entretien sans frais†

OU

FINANCEMENT*
3,9%
Achat

TOUTE BONNE CHOSE
A UNE FIN!



Mazda 626 LX 1997

Vous aimeriez que l'été dure toujours et que cette offre imbattable de votre concessionnaire Mazda sur la 626 LX 1997 dure aussi longtemps ?

Impossible! C'est pour un temps limité seulement que nos prix de location et taux de financement sont à leur plus bas sur notre performante berline familiale. Sans oublier que la 626 LX est dotée d'une liste impressionnante d'équipements de série qui la rend encore plus irrésistible.

Alors, locataire ou propriétaire, à vous de choisir. Mais faites vite, voyez votre concessionnaire Mazda dès aujourd'hui, car cette offre risque de passer encore plus vite que l'été.

Les concessionnaires Mazda du Québec

mazda
EMPORTE-MOI

Nouveau procédé chirurgical contre le ronflement

Associated Press
NEW YORK

Le ronflement ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir pour des millions de dormeurs aux États-Unis grâce à une nouvelle intervention chirurgicale approuvée par l'agence pharmaceutique et alimentaire américaine (FDA).

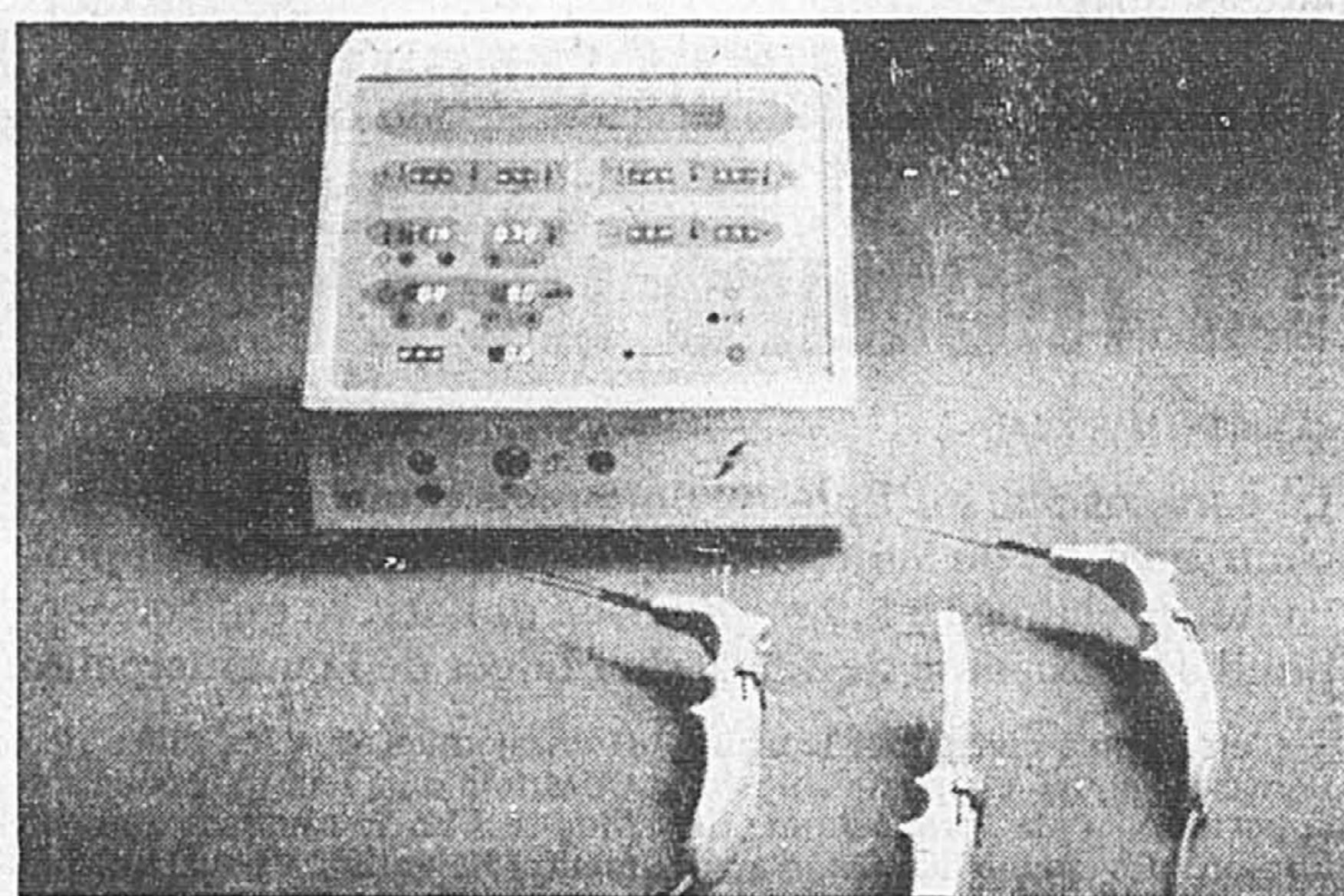
La société américaine Somnus Medical Technologies devait rendre public officiellement hier l'approbation des autorités. Son procédé révolutionnaire, la « somnoplastie », laisse intacts les papilles et permet de guérir le ronflement et les apnées du sommeil, une affection parfois grave.

Contrairement à la méthode par laser, la « somnoplastie » est réalisée à des températures relativement basses et laisse les tissus extérieurs intacts moyennant une petite incision superficielle.

Une aiguille reliée à un générateur de fréquences radio est insérée sur la surface de la langue, de la gorge ou du palais et détruit une petite zone des tissus intérieurs en générant une chaleur de 158 à 176 degrés, bien en dessous du point d'ébullition. L'intervention ne nécessite pas d'hospitalisation et dure en moyenne une demi-heure.

La nouvelle intervention semble promise à un bel avenir. Le ronflement ou roncopathie chronique est en effet très répandue dans le monde. En France, il touche 20 à 30 % de la population, soit environ 10 millions de personnes. Les ronfleurs « graves » atteints d'apnées du sommeil représentent 7 % à 10 % des cas. L'apnée se caractérise par un arrêt récurrent de la respiration qui peut réveiller le dormeur, ou plus rarement, l'étouffer.

Outre-Atlantique, 40 millions d'Américains — plus d'un sur sept — souffrent de ronflement chronique, selon un rapport de la Commission nationale de la recherche sur les troubles du sommeil.



La « somnoplastie » laisse les tissus extérieurs intacts moyennant une petite incision superficielle. Une aiguille reliée à un générateur de fréquences radio est insérée sur la surface de la langue, de la gorge ou du palais et détruit une petite zone des tissus intérieurs.

Air France aurait transporté illégalement de l'oxygène

Agence France-Presse
WASHINGTON

L'administration américaine de l'aviation civile, la Federal Aviation Administration, mène avec les autorités françaises une enquête sur deux transports illégaux de bombes d'oxygène à bord de vols passagers d'Air France, a annoncé hier la FAA.

Plus de 900 générateurs d'oxygène non déclarés auraient été transportés sur deux vols passagers d'Air France à destination des États-Unis au début de l'année, a indiqué la FAA dans un communiqué.

Les générateurs d'oxygène sont interdits dans les soutes des

avions passagers aux États-Unis depuis l'accident d'un vol de la compagnie intérieure américaine bon marché ValuJet en Floride, le 11 mai 1996, vraisemblablement due à une bonbonne défectueuse; 110 personnes avaient alors trouvé la mort. La France avait adopté une réglementation semblable dans la foulée des États-Unis.

« Bien que les transports qui font l'objet de l'enquête paraissent avoir été composés de générateurs correctement protégés, nous sommes très inquiets de ce qu'ils aient pu avoir été à bord d'avions passagers », a indiqué un responsable de la sécurité à la FAA, Cathal Flynn.

L'homme qui a trouvé l'assassin de Gianni Versace reçoit 10 000 \$

Associated Press
MIAMI BEACH

Alors que le gardien qui a découvert la semaine dernière le cadavre du meurtrier présumé du couturier Gianni Versace a finalement empoché 10 000 \$ de récompense, le FBI a reçu le témoignage d'une femme qui affirme avoir vu le vieil homme apporter de la nourriture dans la maison flottante où se cachait Andrew Cunanan.

Par ailleurs, la police de San Diego étudie la possibilité d'une implication d'Andrew Cunanan, le tueur en série homosexuel, dans trois meurtres qui n'ont pas été élucidés.

Mais c'est pour le moment celui qui a conduit la police vers le tueur en série qui attire l'attention. Lola Dudley, 57 ans, a raconté lundi à la police de Miami Beach que le 21 juillet, elle avait vu Fernando Carreira, 71 ans, entrer dans la maison flottante avec une boîte de déjeuner et une bouteille de lait.

Deux jours plus tard, le 23 juillet, le même Fernando Carreira appelait la police pour signaler la découverte du cadavre d'un jeune homme. Le corps était rapidement identifié comme étant celui d'Andrew Cunanan, qui se serait donné la mort en se tirant une balle dans la bouche.

Selon le *Miami Herald*, les enquêteurs sont très prudents vis-à-vis de ce témoignage. Mme Dudley souffrant d'hypertension et étant sous traitement médicamenteux.

Selon l'avocat de Fernando Carreira, James Loren, son client a qualifié de « foutaises » toute cette histoire.

En attendant, le gardien qui ne devait pas prétendre aux récompenses offertes pour la capture d'Andrew Cunanan, dont le montant total atteignait 65 000 \$, puisqu'il ignorait qu'il s'agissait du meurtrier, a finalement reçu un chèque de 10 000 \$ de l'Association gay et lesbienne anti-violence de New York.

DU 30 JUIN AU 1^{ER} AOÛT

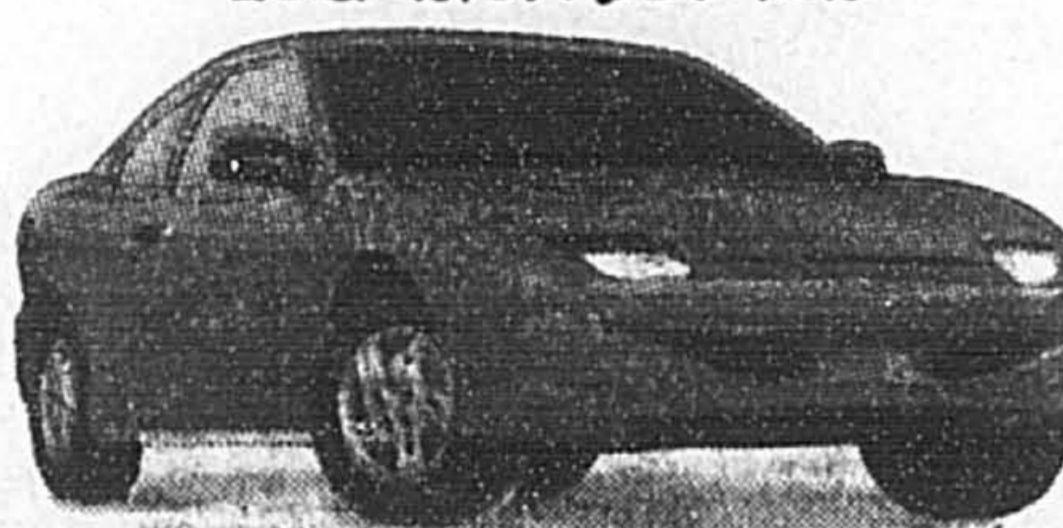
ÇA VA CHAUUFFER

249\$
/MOIS**
LOCATION 36 MOIS



SUNFIRE 4 PORTES

249\$
/MOIS**
LOCATION 36 MOIS



SUNFIRE GTX

239\$
/MOIS**
LOCATION 36 MOIS



PICK-UP SIERRA
SL SPÉCIAL

339\$
/MOIS**
LOCATION 36 MOIS



TRANS SPORT

189\$
/MOIS**
LOCATION 36 MOIS



FIREFLY 3 PORTES

339\$
/MOIS**
LOCATION 36 MOIS



JIMMY SLS
4 PORTES, 4 X 4

LES CONCESSIONNAIRES
PONTIAC BUICK GMC
VOUS OFFRENT LES PRIX
LES PLUS TORRIDES DE L'ÉTÉ.

0\$ COMPTANT

SUR LA PLUPART DE NOS VÉHICULES.

NOTRE VEDETTE ESTIVALE

3,9%***



GRAND AM SE
4 PORTES

319\$
/MOIS**
LOCATION 36 MOIS
OU 19 997\$*



SAFARI
PASSAGER



Assistance
CROCIERES
TOTAL
PONTIAC

L'ASSOCIATION MARKETING DES CONCESSIONNAIRES PONTIAC BUICK GMC DU QUÉBEC
OFFRES SPÉCIALES LIMITÉES. RÉSÉRVES AUX PARTICULIERS. ENPLUQUANT AUX VÉHICULES DE BASE NEUFS 1997 EN STOCK (PHOTOS À TITRE INDICATIF SEULEMENT. PRÉPARATION INCLUSE.
TRANSPORT 645 \$ ET TAXES EN SUS. **PAIEMENTS MENSUELS BASÉS SUR UN BANL DE 36 MOIS. SUJET À L'APPROBATION DU CRÉDIT. PREMIÈRE MENSUALITÉ ET DÉPÔT REMBOURABLE GARANTANT DE 300 \$ À 400 \$ DÉPOSÉS À LA LIVRAISON. PRÉPARATION INCLUSE.
TRANSPORT GARANTANT ENTRE 525 \$ ET 895 \$ (IMMATRICULATION, ASSURANCES ET TAXES EN SUS. LOCATION POUR FINS PERSONNELLES SEULEMENT. FRAIS DE 8 \$ DU KM APRÈS 60 000 KM. **VERSEMENT INITIAL DE 3 000 \$ DOGC FOUR. LE JIMMY** PAIX DE

FINANCIEMENT DE 3,9% APPLICABLE SUR DES TERMES DE 48 MOIS. SUJET À L'APPROBATION DU CRÉDIT. LA DISTANCE ROUTIÈRE ET LA GARANTIE GM TOTAL** SONT OFFERTES SUR TOUS
LES VÉHICULES NEUFS GM 1997 POUR UNE DURÉE DE 3 ANS OU 60 000 KM. SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ. **BASÉS AUX DIPLÔMÉS ÉDOUABLE ET ACCORDÉ SELON LES CRITÈRES
ÉTABLIS PAR LE MANUFACTURIER. VOYEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE PARTICIPANT POUR TOUTES LES DÉTAILS.

CRTC

AVIS PUBLIC

Canada

Avis Public CRTC 1997-92. Calendrier du CRTC pour l'examen de demandes de licences de nouvelles entreprises à voies multiples de distribution par relais de services de télévision et de radio. Le CRTC annonce qu'il tiendra une audience publique à compter du 11 février 1998, en vue d'examiner, entre autres choses, la demande de renouvellement de la licence de Les Communications par satellite canadien Inc. (la Cancom). Dans la décision CRTC 95-20, le CRTC a déclaré que lorsqu'il se penchera sur le prochain renouvellement de la licence de la Cancom, il pourrait juger opportun d'examiner les demandes d'autres parties visant l'autorisation de fournir à des télédistributeurs un bloc de services de programmation, que ce soit sur une base nationale ou régionale. Le CRTC donne avis qu'il sera disposé à examiner, à l'audience publique du 11 février 1998, des demandes de licences de parties en vue d'offrir un tel service. Pour que les demandes soient examinées à cette audience, elles doivent être déposées auprès de la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2 au plus tard le 15 septembre 1997. Le texte complet de cet avis est disponible en communiquant avec la salle d'examen à Hull, au (819) 997-2429; ou au bureau du CRTC à Montréal (514) 283-6607, ou en consultant notre site Internet : <http://www.crtc.gc.ca>. L'avis public est disponible, sur demande, en média substitut.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Pollution : Kronos conteste un rapport de l'ALENA et se prétend exemplaire

L'Ontario serait le troisième pollueur en importance

GILLES PAQUIN

Loin d'être la plus polluante en Amérique du Nord comme le prétend un rapport publié hier, l'usine de Kronos Canada à Varennes est d'une propreté exemplaire, soutient le président de cette firme au pays, Roger Beaulne.

Il réplique ainsi aux conclusions du rapport de la Commission de coopération environnementale de l'ALENA qui dévoilait hier un bilan des rejets et des transferts de polluants en Amérique du Nord en 1994.

Le document — intitulé *L'heure des comptes* — place également l'Ontario au troisième rang des grands pollueurs parmi toutes les provinces et les États américains. Il ne fournit cependant aucune donnée sur les États mexicains.

« Les chiffres sur Kronos sont de l'histoire ancienne, des données de 1994. Les industries du Québec et de l'Ontario ont fait énormément de progrès depuis ce temps-là », affirme M. Beaulne.

L'usine de Kronos, qui produit du bioxyde de titane à Varennes,

rejetait 15 millions de kg d'acide sulfurique dans le fleuve Saint-Laurent en 1992, reconnaît M. Beaulne, mais elle a maintenant cessé.

L'entreprise a construit une usine de traitement des rejets toxiques d'une valeur de 35 millions qui est entrée en service le 1^{er} juin 1994. Cette dernière convertit 99,5 % de l'acide sulfurique en gypse synthétique, pour la fabrication de panneaux destinés à la construction.

La compagnie a ensuite installé des épurateurs sur les cheminées de digestion de l'usine, de manière à récupérer le reste des émissions.

« Nous avons déjà été classé parmi les 50 plus importants pollueurs du fleuve, mais aujourd'hui nous respectons toutes les normes environnementales et je n'hésiterais pas à me baigner face à l'usine », lance M. Beaulne.

Selon le rapport de la Commission, l'Ontario suit le Texas et le Tennessee de près en ce qui a trait à la pollution de l'air et de l'eau. Le Québec vient au 12^e rang de ce tableau des principaux pollueurs du Canada et des États-Unis.

En moyenne, les usines canadiennes polluent deux fois plus que leurs consœurs américaines. Une situation que l'on attribue à la présence d'une proportion plus importante d'industries primaires.

Certains écologistes estiment aussi que la faiblesse de la loi fédérale et des lois provinciales sur l'environnement permettent aux entreprises canadiennes de polluer plus librement.

En moyenne, les usines canadiennes polluent deux fois plus que les américaines.

La Commission de coopération environnementale a été formée lors de la signature de l'accord de libre-échange entre le Canada, le

Mexique et les États-Unis. Elle a préparé cet inventaire des rejets et transferts des polluants en compilant les données fournies par 1700 usines au Canada et 28 000 aux États-Unis en 1994.

L'organisme dont le siège est à Montréal doit publier un tel rapport chaque année. Celui de l'an prochain fournira des données sur les entreprises des trois pays signataires.

C'EST DÉJÀ NOTRE VENTE D'ÉTÉ

Location incluant entretien gratuit 279\$ ou 0\$ comptant pour 48 mois

Achat 3,9% MAZDA 626 LX 97

Le concessionnaire qui parle votre langage

AMO Mazda

4815, Buchan 737-7373

La lutte contre la pauvreté commencera en septembre

FRANÇOIS BERGER

Le nouveau Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, issu du Sommet sur l'économie et l'emploi de novembre dernier et créé officiellement par Québec il y a deux mois, ne va pas délier les cordons de sa bourse avant septembre, selon le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, chargé de son administration.

Ce Fonds s'adresse aux personnes exclues du marché du travail, notamment aux assistés sociaux, et est doté d'une somme de 250 millions de dollars pour une période de trois ans (d'ici l'an 2000). Il doit servir à financer des projets de formation professionnelle, de création d'emplois et d'insertion des plus démunis dans le marché du travail.

Les projets doivent être soumis dans chaque région administrative (il y en a 16) à un comité chargé de les évaluer. Mais ces comités ne seront pas mis sur pied avant la fin d'août ou le début de septembre, a indiqué hier M. Laval Tremblay, chef de cabinet de la ministre Louise Harel.

La ministre en est encore au stade des consultations dans chaque région sur les candidatures à ces comités. Chaque comité régional comptera cinq membres, dont deux issus des organismes communautaires, un du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, un de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre et un autre du Secrétariat au développement des régions où sont représentées les municipalités. C'est Mme Harel qui doit nommer les membres des comités.

Cette structure régionale, si elle crée des délais dans le démarrage du Fonds, a toutefois l'avantage de faire une large place aux préoccupations régionales, a souligné M. Tremblay.

Chaque région se voit allouer un budget spécifique, décidé par le gouvernement du Québec sur la base de certains indicateurs de pauvreté. Ainsi, pour la première année (1997-98), l'île de Montréal doit recevoir plus de 21,5 millions, soit le quart de l'enveloppe globale de 83 millions prévue pour cette année.

Le Bas-Saint-Laurent recevra un peu plus de 4 millions, la première année, et la Gaspésie, 3 millions. Dans la région montréalaise, la Montérégie (Rive-Sud) aura un budget de près de 8 millions, tandis que Laval héritera d'un peu moins de 2 millions.

Quant au genre d'emplois qui pourraient être créés grâce au Fonds, la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre examine notamment le concept des « centres d'appel », ces centrales téléphoniques dont les activités vont du marketing au dépannage en passant par les campagnes de financement et les services à la clientèle des entreprises. Le bilinguisme des Québécois, en particulier dans la région de Montréal, semble constituer un atout pour ce type de service qui a déjà commencé à proliférer au... Nouveau-Brunswick!

ACURA



Integra

Passez L'ÉTÉ AU FRAIS

AU VOLANT D'UNE INTEGRA OU D'UNE 1,6EL SPORT

Un seul prix HOT

• CLIMATISEUR

- Lecteur de disques compacts
- Roues en alliage
- Vitres électriques
- Miroirs électriques
- Volant ajustable

et plusieurs autres caractéristiques rafraichissantes

287\$* par mois

Transport et préparation inclus



1,6EL Sport

Une vision qui inspire un élan de passion. ACURA

*Tarifs mensuels de location-bail d'une durée de 48 mois, établis pour l'Integra, modèle DC433V et la 1,6EL, modèle MB456V (total des paiements : 13 776\$). Un acompte de 2 950\$ pour l'Integra et de 1 950\$ pour la 1,6EL, un dépôt de sécurité et un premier versement sont requis. Allocation de 24 000 km par année (frais de 0,10\$ par km supplémentaire). Taxes, frais d'immatriculation et assurances en sus. À la fin du bail, vous pouvez retourner le véhicule au concessionnaire ou l'acheter pour la valeur résiduelle prédéterminée. Garantie Acura limitée de 5 ans/100 000 km. Assistance routière Acura. Offre disponible seulement par l'entremise de Honda Canada Finance Inc. Sujet à l'approbation du crédit.

ACURA LES CONCESSIONNAIRES FIABLES

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau,
Brossard. 659-1616

LES GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain Est,
Anjou. 354-8811

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie,
Blainville. 435-4455

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean Talon O.,
Montréal. 340-1344

ACURA GABRIEL
4648, boul. St-Jean,
Dollard-des-Ormeaux. 696-7777

Manger certains aliments tardivement peut réduire les allergies chez les enfants

d'après CP

L'ingurgitation tardive de certains aliments peut réduire grandement les allergies chez les jeunes enfants, a-t-on déclaré hier lors d'une conférence internationale sur la nutrition tenue à Montréal.

« Une évidence nous indique que si l'enfant ne mange ni oeufs ni poisson dans les 18 premiers mois de sa vie, s'il ne mange pas de produits tirés des arachides avant l'âge de trois ans, les risques d'allergie sont beaucoup moindres », signale le Dr Ranjit Kumar Chandra, un pédiatre rattaché à l'université Memorial de Terre-Neuve.

Le Dr Chandra est également président de ce congrès international sur la nutrition qui a lieu cette semaine dans la métropole.

Les oeufs, le poisson, les produits d'arachide, tout comme le lait et le soya, sont considérés comme des produits suscitant diverses allergies. Les allergies, qui touchent 2 % de la population adulte canadienne et davantage la population enfantine, peuvent causer des troubles respiratoires, de l'asthme, des éruptions cutanées, la diarrhée et même la mort, dans certains cas extrêmes.

Les congressistes ont également appris, s'ils ne le savaient pas déjà, que l'allaitement maternel dans les quatre à six premiers mois de la vie est maintenant perçu comme la « règle d'or » contre les allergies dans le milieu des nutritionnistes.

Le Dr Yvan Vandenplas, doyen de la faculté de pédiatrie à l'université libre de Bruxelles, soutient que l'allaitement peut réduire considérablement les effets allergiques que contient le lait provenant de la vache.

Ce lait est d'ailleurs ce qui provoque le plus souvent des allergies chez les tout-petits.

Le Dr Vandenplas ajoute que

l'allergie suscitée par le lait de vache se transforme souvent, à court terme, en d'autres allergies et d'autres maladies, comme l'asthme.

MM. Vandenplas et Chandra divergent cependant d'opinion quant à savoir si les femmes enceintes devraient s'abstenir de manger des aliments à haut risque d'allergies, de façon à protéger leur fœtus.

Le Dr Vandenplas signale que des études se contredisent sur ce sujet. S'empêcher de manger certains aliments, des oeufs par exemple, « peut comporter plus d'inconvénients au niveau de l'alimentation de la mère et du fœtus ».

Mais le Dr Chandra persiste à recommander aux femmes enceintes de se tenir loin des aliments porteurs de risques d'allergie et ce, le plus souvent possible.

« Un peu de lait dans le café ou le thé ne peut pas être dommageable », dit-il.

Stephen Lewis, ambassadeur canadien aux Nations unies et actuellement directeur à l'UNICEF, était aussi attendu à ce congrès.

Il s'est livré à une attaque contre les organisateurs de cette réunion internationale, dont environ 2 % du budget est fourni par des compagnies qui fabriquent et commercialisent des aliments pour enfants.

« Il me semble conflictuel d'affirmer, d'un côté, que l'allaitement maternel devrait être privilégié et, de l'autre, d'accepter l'argent de compagnies dont les intérêts financiers sont en contradiction avec cette forme d'alimentation », a déclaré M. Lewis aux journalistes présents au congrès.

Il a suggéré aux organisateurs de ce congrès de se tourner plutôt vers d'autres entreprises, vers les gouvernements ou vers des organismes comme l'UNICEF pour trouver des sources de financement nécessaires à la tenue de telles réunions d'envergure.

« Une évidence nous indique que si l'enfant ne mange ni oeufs ni poisson dans les 18 premiers mois de sa vie, s'il ne mange pas de produits tirés des arachides avant l'âge de trois ans, les risques d'allergie sont beaucoup moindres. »

Listes d'attente en chirurgie : le Québec fait bonne figure

Selon le rapport de l'institut Fraser, le temps d'attente médian a toutefois augmenté de 9 % de 1995 à 1996

MARC THIBODEAU

Un récent rapport produit par l'institut Fraser, de Vancouver, indique que le Québec est la province canadienne où le temps médian d'attente en chirurgie était le moins important en 1996.

L'organisme, qui considère près d'une quinzaine de spécialités, affirme que le temps d'attente était de 5,1 semaines, comparativement à la moyenne nationale de 6,2 semaines. En Colombie-Britannique, qui obtient le pire résultat, les personnes devaient patienter 9,1 semaines.

Tout n'est pas rose pour autant au Québec puisque le temps d'attente médian a augmenté de 9 % de 1995 à 1996. La plus importante augmentation a été enregistrée en Saskatchewan, soit 29 %, suivie de près par la Colombie-Britannique, avec 28 %.

À l'échelle du pays, le nombre de personnes en attente de chirurgie a bondi de 11 %, passant de 155 969 en 1995 à 172 766 en 1996.

Au Québec, précise le rapport, le temps médian d'attente le plus important a été enregistré en ophtalmologie et en chirurgie orthopédique, soit 10,6 semaines.

La chirurgie cardiaque électorale vient ensuite, avec un temps médian d'attente de 7,4 semaines. En Colombie-Britannique, les personnes en attente d'une telle chirurgie devaient plutôt patienter 36 semaines.

Selon le rapport, le temps d'attente au Québec était beaucoup plus faible pour les chirurgies cardiaques « urgentes », soit 1,5 semaine.

Cette spécialité, qui a fait couler beaucoup d'encre dans la province

au cours des derniers mois, pose également problème dans plusieurs autres provinces canadiennes, note l'institut Fraser.

Plusieurs provinces, dont la Colombie-Britannique, l'Alberta et l'Ontario, ont dû fournir des ressources financières additionnelles, souvent à la suite de pressions populaires. Un scénario qui n'est évidemment pas sans rappeler celui observé récemment au Québec.

L'institut Fraser a obtenu les données présentées dans le rapport en réalisant un sondage auprès de médecins spécialistes pratiquant dans des établissements répartis à l'échelle du pays.

Les spécialistes ont été choisis plutôt que les administrateurs des établissements concernés, indique-t-on, « parce qu'un nombre substantiel d'hôpitaux ne colligent pas systématiquement de données sur leurs listes d'attente ou ne rendent pas ces données publiques. »

VENTE MAINTENANT OU JAMAIS



L'événement « Vente maintenant ou jamais », notre fameux solde itinérant, est de retour ! Profitez, pour la dernière fois cette saison, de réductions pouvant atteindre 70 % à l'achat de vêtements et d'accessoires haut de gamme choisis, pour femmes et pour hommes. Cet assortiment spécial, que nous présenterons dans tout le pays, ne sera offert ici que cinq jours durant, puis la marchandise soldée sera expédiée à nos magasins torontois. Alors, venez dès maintenant, avant que ces aubaines fabuleuses ne disparaissent à jamais...

Jusqu'à 70 % de réduction !
Cinq jours seulement - faites vite !
Le solde prend fin le 3 août.
Ouverture prolongée jusqu'à 21 h. le mercredi 30 juillet.

Articles choisis seulement.

HOLT RENFREW

Rue Sherbrooke, angle de la Montagne, (514) 842-5111 • Centre Rockland, (514) 738-3500 • Fairview, Pointe-Claire, (514) 694-6310
Vous trouverez un parc de stationnement intérieur, avec service voirurier, à l'arrière de notre magasin de la rue Sherbrooke.

CRTC AVIS PUBLIC Canada

Avis public CRTC 1997-94. Le CRTC a été saisi des demandes suivantes: 1. À TRAVERS LE CANADA. Demandes de la STAR CHOICE TELEVISION NETWORK INCORPORATED (STNI) en vue: d'obtenir l'autorisation d'effectuer une fusion entre STNI et la Homestar Services Inc. (Homestar). Homestar et STNI ont toutes les deux obtenu du Conseil l'autorisation d'opérer directement des services par satellite de radiodiffusion directe (SRD) à domicile. Selon la demande, l'activité de transmission par SRD fusionnée sera exploitée conformément aux modalités de la décision CRTC 96-529 et des conditions de licence afférentes applicables à STNI ci-dessous; et de modifier la licence de manière à y inclure une condition de licence selon laquelle il serait interdit à STNI d'accorder une préférence et/ou un avantage indus à la Shaw ou à ses affiliées. Le CRTC fait remarquer que, si cette demande était approuvée, l'approbation accordée à la Shaw Communications Inc. au nom d'une société devant être constituée (Homestar) ne serait pas mise en oeuvre. EXAMEN DES DEMANDES: Comme il est indiqué dans l'avis public. Le texte complet de cette demande est disponible en communiquant avec la salle d'examen du CRTC à Hull, (819) 997-2429; et au bureau du CRTC à Montréal: (514) 283-6607. Les interventions écrites doivent parvenir à la Secrétaire générale, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2 et preuve qu'une copie conforme a été envoyée au requérant le ou avant le 20 août 1997. Pour de plus amples renseignements sur le processus d'intervention, communiquez avec les Affaires publiques du CRTC à Hull au (819) 997-0313, fax (819) 994-0218, ATS (819) 994-0423, ou en consultant notre site Internet: <http://www.crtc.gc.ca>. L'avis public est disponible, sur demande, en média substitut.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission

Mystique GS Sport 1998

25 en stock Livraison immédiate

Comptant payable dans 1 an

Groupe 321A Groupe sport

Toutes taxes incluses



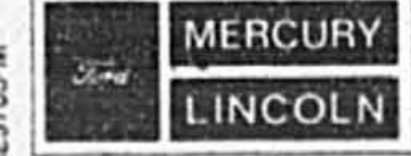
\$287*

- 2.5 L. V6, 24 V
- CLIMATISEUR
- TRANS. AUTOMATIQUE
- GROUPE ÉLECTRIQUE
- VOLANT INCLINABLE

- AM-FM CASSETTE
- ROUES ALUMINIUM 15 PO
- CONTRÔLE DE VITESSE
- GROUPE SPORT
- GROUPE LUMIÈRE

* Basé sur une location Ford 24 mois, 36 000 km alloués. 8 c de km excédentaire, comptant requis de 3 495 \$ payable dans un an, sans intérêt si payé en entier, en juillet 1998. Sur approbation de crédit, aucun frais caché.

CHATEAU AUTOMOBILE 331-4020



11885, boul. Laurentien, Montréal
Entre le boul. Henri-Bourassa et le boul. Gouin



FIDO NICHE PRÈS DE CHEZ VOUS.

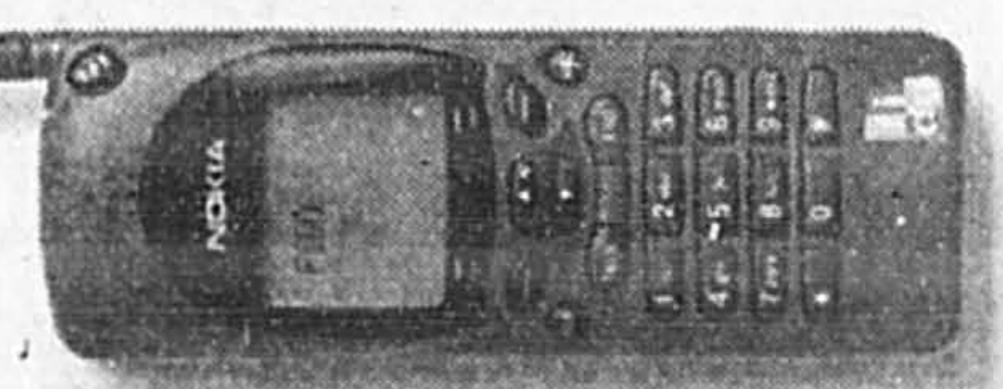
- Magasin Fido:
- 1004, Sainte-Catherine Ouest
 - Comptoir Fido des Ailes de la mode
 - Comptoirs Fido des succursales Bureau en gros de la région du Grand Montréal

- Fido vous attend aussi dans les magasins suivants de la grande région de Montréal:
- Les Ailes de la Mode
 - Bureau en gros
 - La Cabine Téléphonique

AILES

EN GROS

LA CABINE TÉLÉPHONIQUE



925-FIDO
www.fido.ca

Fido est une marque déposée de Microcell Solutions Inc.

Une Lavalloise qui devait être opérée crie à l'injustice

MARC THIBODEAU

Sylvie Deraiche n'en croyait pas ses oreilles, lundi soir, lorsqu'une infirmière du centre hospitalier Fleury, où elle devait être opérée, lui a indiqué que le médecin entendait s'attaquer... à la mauvaise épaule.

« Il devait m'opérer à l'épaule droite, mais les choses ont changé en cours de route, sans que j'en sois avisée. Je n'étais plus capable d'arrêter de pleurer », a expliqué à *La Presse* cette résidente de Laval, qui a finalement quitté l'hôpital en catastrophe hier après avoir croisé le fer avec son médecin, Maurice Duquette. Ce dernier nie toute responsabilité dans cet imbroglio.

La femme de 37 ans, impliquée dans un accident de la route en 1989, dit ressentir de vives douleurs dans le bras gauche depuis une injection qui, selon elle, a mal tourné. Quant à son épaule droite, elle a été opérée cinq fois déjà et ne cesse de la faire souffrir. Une arthrodèse, visant à fusionner des os afin de stopper la douleur, doit être pratiquée.

« J'ai vu le docteur Duquette la première fois le 13 mai pour mon problème à l'épaule gauche. Il m'a alors dit qu'il pourrait l'opérer et m'a référée à un collègue pour qu'il évalue ma condition avant d'aller de l'avant », dit-elle.

Selon Mme Deraiche, le médecin a également indiqué par la suite qu'il serait en mesure de réaliser l'autre intervention requise à l'épaule droite.

Le docteur Duquette, ajoute-t-elle, a d'ailleurs accepté en mai de remplir un formulaire médical pour la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), avec qui elle est en conflit. L'organisme doute de ses problèmes de santé et menace de supprimer son aide financière si elle ne subit pas l'opération à l'épaule droite.

La patiente est finalement admise lundi, au centre hospitalier Fleury, pour subir une arthrodèse à l'épaule droite, comme l'indique la formule d'admission dont *La Presse* a obtenu copie.

« J'ai été très surprise lorsqu'une infirmière m'a dit ce soir-là que j'allais être opérée à l'épaule gauche. Surtout que l'autre médecin auquel m'avait référé le docteur Duquette m'avait indiqué qu'il n'y avait pas de raison de procéder à une chirurgie », dit-elle.

Une information confirmée hier par le spécialiste en question, Roland Charbonneau, plasticien au pavillon Notre-Dame du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

À l'arrivée du docteur Duquette mardi, le ton a rapidement monté. « Il m'a finalement dit qu'il ne m'opérerait pas, qu'il y avait une erreur », note la principale concernée, qui affirme avoir réussi à convaincre malgré tout la SAAQ de maintenir son aide financière en attendant que l'opération puisse être réalisée.

Le docteur Duquette, joint par *La Presse* en fin d'après-midi, a affirmé hier que sa secrétaire était à l'origine du problème.

C'est elle, dit-il, qui a rempli le rapport médical transmis à la SAAQ en mai en consi-

gnant par erreur les détails du dossier médical portant sur l'épaule droite. Et c'est elle qui a ajouté, par mégarde, que l'épaule en question se détériorait. Le rapport porte pourtant la signature du docteur Duquette.

C'est elle également, poursuit-il, qui a inscrit sur la feuille d'admission, toujours par mégarde, que l'opération devant être pratiquée lundi était une arthrodèse à l'épaule droite. « J'avais plutôt indiqué que j'allais opérer son épaule gauche », dit le médecin.

Et c'est elle finalement, assure le docteur Duquette, qui a « avancé » le nom de Mme Deraiche sur la liste opératoire. De telle façon qu'il s'apprêtait à aller de l'avant, sans avoir obtenu l'avis de son collègue, qui lui a transmis récemment une lettre. « Je ne l'ai pas encore reçue », note le médecin, qui dit ne pas comprendre, en conclusion, le courroux de sa patiente.

Bref, un sérieux imbroglio, qui fera l'objet d'une enquête interne, a confirmé hier le directeur général du centre hospitalier Fleury, Lucien Hervieux.

Quand un soldat a soif...

Associated Press
MOSCOU

Un soldat russe assoiffé s'est emparé d'un char pour aller faire ses courses dans un magasin d'alcools et spiritueux situé près d'Ekaterinenbourg, dans la région militaire de l'Oural (est de la Russie), rapportait hier l'agence Itar-Tass.

Le militaire a emprunté le blindé vendredi dernier dans un dépôt de l'armée, profitant du sommeil du garde. Le tankiste improvisé, dont l'identité et le taux d'alcoolémie n'ont pas été précisés, n'a toutefois pas pu franchir les barrières prestement dressées en travers de sa route par la police.

Les autorités militaires, qui ont ouvert une enquête, n'ont pas dit ce qu'il était advenu du soldat...

Se marier au septième ciel

Agence France-Presse
BERLIN

Les amoureux de Berlin peuvent désormais monter en l'air pour se donner leurs consentements mutuels dans une cabine perchée 23 mètres au-dessus du chantier de la Potsdamer Platz, a annoncé la mairie de Berlin-Centre hier.

Les toureurs devaient débours 199 marks (150 \$ CAN environ) par heure pour prendre de la hauteur avec le maire et se dire « oui » dans une baraque rouge, baptisée « Infobox » et qui permet habituellement aux visiteurs de voir s'activer les grues et les pelleteuses à la reconstruction de cette place située en plein cœur historique de Berlin.

Des candidats au mariage aérien ont réservé les lieux pour la mi-août, mais uniquement pour la réception. Pour signer le registre, ils garderont les pieds sur terre.

Sans vergogne

Agence France-Presse
CANNES

Une auto-stoppeuse, mécontente que la conductrice qui l'avait prise en charge ne veuille pas en plus lui donner 10 francs (2,30 \$ CAN environ), lui a dérobé son sac à main sous la menace avant d'être interpellée, a-t-on appris hier de source policière à Cannes.

L'automobiliste avait pris en stop vendredi à Antibes une femme de 33 ans qui souhaitait se rendre à Cannes. Déposée devant le Palais des festivals, cette dernière a exigé en plus une aumône de la conductrice. Face à son étonnement et son refus, elle a tenté de s'emparer de son sac à main et devant sa résistance, l'a menacée avec une paire de ciseaux pour parvenir à ses fins.

Un policier qui passait par là, entendant des cris, est intervenu et a maîtrisé l'ingrate.



NOUVEAU CODE

DE LA ROUTE

(Règle n° 2) La balade du dimanche n'est plus réservée au week-end.



RAV4 2 portes de Toyota. Location à compter de

259 \$*

par mois
(48 mois)

Frais de transport et de préparation inclus
Versement initial de seulement 1 000 \$

Possibilité de financement à 4,8 %

Maximum de 48 mois †

RAV4

Pour à peine 259 \$ par mois, vous pouvez vous offrir ce petit véhicule utilitaire sport au charme fou... Le RAV4 est aussi offert en version 4 portes, à traction intégrale ou à traction avant. Robustesse, vivacité, style... pas étonnant que le modèle 1997 ait été proclamé « automobile de l'année » par la revue *Automobile Magazine*! Allez vite choisir votre RAV4 chez votre concessionnaire Toyota. Pourquoi ne pas en profiter pour faire un essai routier et adopter le nouveau code de la route?

**CRÉDIT
TOYOTA**

Plans de location-bail et de financement de Crédit Toyota. Approbation du crédit requise. Offres s'appliquant aux modèles 1997 neufs, loués ou vendus et livrés au plus tard le 31 juillet 1997. Immatriculation, assurances et taxes en sus. Maximum de 700 \$ alloué pour frais de transport et de préparation. Exemple de financement : 20 000 \$ à un taux de 4,8 % par année = mensualités de 458,78 \$ pendant 48 mois. Frais d'emprunt de 2 021,44 \$. Coût total du prêt : 22 021,44 \$. * Mensualité calculée à partir d'une location-bail de 48 mois (modèle RAV4 XP10VNA à boîte manuelle) avec versement initial de 1 000 \$ ou valeur de reprise nette équivalente. Première mensualité et dépôt de garantie de 300 \$ à verser à la livraison. Coût total de la location : 13 432 \$. Valeur de l'option d'achat (10 580,96 \$) établie en fonction d'un maximum de 96 000 kilomètres. Supplément de 0,10 \$ par kilomètre additionnel, s'il y a lieu. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. Modèle présenté avec équipement en option. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour tous les détails.

TOYOTA

Votre concessionnaire Toyota est fier de commanditer les Jeux olympiques spéciaux.

Faites vérifier votre système d'échappement et respirez mieux !

Dans le cadre du projet pilote « Un air d'avenir » mis de l'avant par l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique, l'atelier MONSIEUR Muffler du boulevard Pie-IX vous invite à faire vérifier votre système d'échappement. C'est tout à fait gratuit et cela permet de prévenir les émissions polluantes pour garder notre air plus pur. Passez nous voir, on vous attend !

CLINIQUE D'INSPECTION DU SYSTÈME D'ÉCHAPPEMENT : Jeudi le 31 juillet de 9 h à 17 h
MONSIEUR Muffler - 9069, boul. Pie-IX Tél. : 325-1251

La carte de crédit MONSIEUR Muffler : drôlement avantageuse
Lors de votre visite, profitez-en pour demander la nouvelle carte de crédit MONSIEUR Muffler. Grâce à elle, vous pourrez facilement régler toutes vos dépenses chez nous et n'avoir strictement rien à payer avant 3 mois : aucun paiement, aucun intérêt. C'est tout un avantage !

Allez et roulez en paix !



Les scientifiques désertent de plus en plus le Canada

Les départs sont imputables aux compressions dans le domaine de la recherche et du développement

Presse Canadienne
OTTAWA

L'un des physiciens nucléaires les plus en vue au Canada travaille maintenant au Texas.

« Les scientifiques sont comme les musiciens d'un orchestre, a expliqué John Hardy, alors qu'il se préparait à déménager de son domicile de Deep River, en Ontario, en fin de semaine. Vous ne pouvez pas mettre à pied un joueur de tuba et vous attendre à ce qu'il aille jouer du violon dans un orchestre à Vancouver. »

Ainsi, quand le ministère des Finances a mis la hache dans le projet de recherche nucléaire de M. Hardy et de son équipe, à Chalk River, l'hiver dernier, les 17 scientifiques qui composaient son groupe ont été disséminés aux quatre vents, la majorité aux États-Unis. Un seul des chercheurs mis à pied a pu trouver un emploi dans une société de recherche privée canadienne.

M. Hardy, 56 ans, a trouvé un poste à l'université A & M du Texas, comme directeur d'un nouveau projet de cyclotron dont on espère qu'il sera aussi performant que celui que vient d'abandonner le Canada.

« Nous mettons moins d'argent dans la recherche fondamentale et les chercheurs quittent le Canada », a-t-il dit.

Ottawa entend investir 5,1 milliards de dollars dans les secteurs scientifique et technologique pendant l'année fiscale courante, dont trois milliards en recherche et développement, soit environ 25 % du budget total consacré par les gouvernements, les universités et l'entreprise privée dans ce domaine au Canada.

Les projections budgétaires pour 1997-98 sont en baisse de 10 % par rapport à l'année dernière. Au cours des trois dernières années, le

budget consacré à la recherche scientifique a diminué de 3,8 % par année. Des centaines d'emplois scientifiques gouvernementaux sont ainsi disparus.

Certaines compressions ont même déclenché de virulentes critiques dans la population. L'Institut sur la qualité de l'eau à Winnégé a obtenu un sursis, l'été dernier, après qu'on eût souligné son leadership mondial en la matière depuis 30 ans. Et le ministre de la Santé, Allan Rock, est en train de réévaluer une autre décision controversée, celle coupant les fonds à la recherche sur les aliments et les drogues.

La politique scientifique fédérale annoncée l'année dernière met l'emphase sur le partenariat avec l'entreprise privée et les centres de recherche universitaires, mais ne tient aucunement compte des effets des compressions dans le nombre de travailleurs scientifiques.

« On n'a pas l'impression que cela relève d'une idéologie, affirme Michel Demers, vice-président de l'Institut des professions de la Fonction publique du Canada. Cela relève plutôt d'une vision à court terme de bureaucrates à qui l'on a demandé de compresser les dépenses. »



LA VENTE COMMENCE DEMAIN LE 31 JUILLET À 9H00 DANS NOS 3 SUCCURSALES

SKI BOOM

LA TRADITION CONTINUE

RABAIS JUSQU'À 70% LIQUIDATION D'ÉQUIPEMENTS ET DE VÊTEMENTS DE SKI ALPIN, SKI DE FOND ET PLANCHE À NEIGE 96/97

<p>3 000 PAIRES DE SKIS ALPINS</p> <p>ROSSIGNOL DYNASTAR SALOMON R2 ELAN ATOMIC KASTLE</p>	<p>LOTS DE SKIS ALPINS</p> <p>POUR DÉBUTANT ET INTERMÉDIAIRE À PARTIR DE 99,95 \$</p> <p>POUR EXPERT ET COMPÉTITION À PARTIR DE 149,95 \$</p>
<p>3 500 PAIRES DE BOTTES DE SKI ALPIN</p> <p>NORDICA ROSSIGNOL SALOMON LANGE Raichle</p>	<p>LOTS DE BOTTES DE SKI ALPIN</p> <p>À 49,95 \$ ET À 99,95 \$</p>
<p>1 000 PLANCHES À NEIGE</p> <p>BURTON R2 RIDE OXYGEN Original Sin</p>	<p>ENSEMBLES DE SKI ALPIN POUR ADULTES</p> <p>COMPRENANT SKIS BOTTES FIXATIONS À PARTIR DE 249,95 \$</p>
<p>20% À 70% SUR TOUS LES VÊTEMENTS DE SKI ALPIN, DE SKI DE FOND ET DE PLANCHE À NEIGE 96/97</p> <p>ET SUR LES COLLECTIONS 97/98 ARRIVÉES EN MAGASIN</p> <p>HOMME • FEMME • JUNIOR</p>	<p>ENSEMBLES DE SKI ALPIN ET FIXATIONS</p> <p>POUR EXPERT ET COMPÉTITION À PARTIR DE 299,95 \$</p>
<p>THE NORTH FACE Columbia Sportswear Company HH MellyHansen killy HORS LA LOI BURTON BOGNER DESCENTE SPYDER BANFF FILA I.G. mobius ARSON JURA SPORTS LOUIS GAREAU ORAGE</p>	<p>ÉQUIPEMENTS DE PLANCHE À NEIGE ET FIXATIONS POUR TOUS CALIBRES</p> <p>HAUT DE GAMME À PARTIR DE 199,95 \$</p>
	<p>ÉQUIPEMENTS DE SKI DE FOND</p> <p>COMPRENANT SKIS, BOTTES FIXATIONS (NNN ET SNS) À PARTIR DE 169,95 \$</p>
	<p>SKIS « DÉMOS », VENEZ NÉGOCIER VOS PRIX!</p> <p>VOIR LE GÉRANT</p>

On a le ski dans la peau

BERNARD TROTTIER SPORTS

HEURES D'OUVERTURE

Dimanche : de 10h00 à 17h00
Lundi et mardi : de 9h30 à 18h00
Merc., jeu. et vend. : de 9h30 à 21h00
Samedi : de 9h00 à 17h00

3680, boul. Taschereau
Greenfield Park
671-3793

Galeries Normandie
2798, de Salaberry, Montréal
331-3340

1830, boul. Hymus
Pointe-Claire
694-0240

Immenses stationnements aux 3 magasins
TOUTS LES PRODUITS PEUVENT NE PAS ÊTRE DISPONIBLES DANS TOUS LES MAGASINS
JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

Loteries interdites aux mineurs

CHARLES CÔTÉ

Loto-Québec demande au gouvernement du Québec d'interdire la vente de billets de loterie aux mineurs. La société d'État précise que les casinos qu'elle exploite ainsi que les bars où sont installées les machines de loterie vidéo sont déjà interdits aux moins de 18 ans.

« On donne déjà des directives aux détaillants, mais ce n'est pas suffisant, explique Jean-Pierre Roy, porte-parole de Loto-Québec. Une loi permettra d'avoir un pouvoir dissuasif plus grand. »

Loto-Québec affirme que le ministre responsable du dossier, Bernard Landry, présentera un projet de loi à cet effet dès l'automne.

Loto-Québec a été critiquée en mai lorsqu'elle a lancé une loterie instantanée appelée « Recherché », qui semblait s'adresser aux jeunes. Le billet était orné de personnages de bandes dessinées. La Fédération nationale des associations de consommateurs avait alors exigé l'adoption d'une loi interdisant la vente de billets de loterie aux mineurs.

M. Roy affirme que 85 % du tirage de la loterie « Recherché » est maintenant écoulé et que de toute façon, la loi proposée garantira que les mineurs ne se procureront pas de billets de loterie.

« La propension à acquérir des comportements de joueur compulsif est plus forte à l'adolescence », ajoute M. Roy, en affirmant que la société d'État est soucieuse de ses responsabilités sociales.

L'an dernier, Loto-Québec a réalisé des recettes de 2,2 milliards et fourni 2,9 % des revenus de l'État québécois. Elle consacre 800 000 \$ par an, soit moins de 0,1 % de ses revenus, à des programmes de traitements pour joueurs compulsifs et à la recherche sur ce sujet.

Moins de monde à la messe

L'institut Gallup a récemment demandé à un groupe d'adultes représentatif de la population canadienne, s'ils avaient visité une église, une synagogue ou tout autre lieu de prière au cours des sept jours précédant le sondage. Pour la quatrième année consécutive, la proportion de répondants assistant à un quelconque service religieux a diminué. Plus précisément, en juin, 27 % des Canadiens avaient visité un lieu de prière au cours des sept jours précédents, en baisse par rapport à l'an dernier (30 %), 1995 (31 %), 1994 (33 %) et 1993 (un sommet de 36 %).

La proportion de Canadiens membres des deux principales religions, le catholicisme et le protestantisme, s'étant rendus à l'église au cours de la semaine précédant le sondage est pratiquement la même, soit 33 % de protestants et 32 % de catholiques.

L'Ontario (37 %) et les provinces maritimes (31 %) connaissent l'assiduité la plus grande et la Colombie-Britannique, la plus faible (12 %). Vingt-quatre pour cent des résidents des Prairies et 21 % des Québécois ont affirmé avoir fréquenté un lieu de prière au cours des sept jours précédents. Selon un schéma traditionnel, les Canadiens les plus âgés et les femmes sont les plus assidus.

Les résultats de ce sondage sont basés sur 1005 entrevues téléphoniques réalisées entre le 11 et le 16 juin, avec une marge d'erreur de 3,1 %, 19 fois sur 20.

La crème des scrabbleurs à St-Hyacinthe

ISABELLE HACHEY

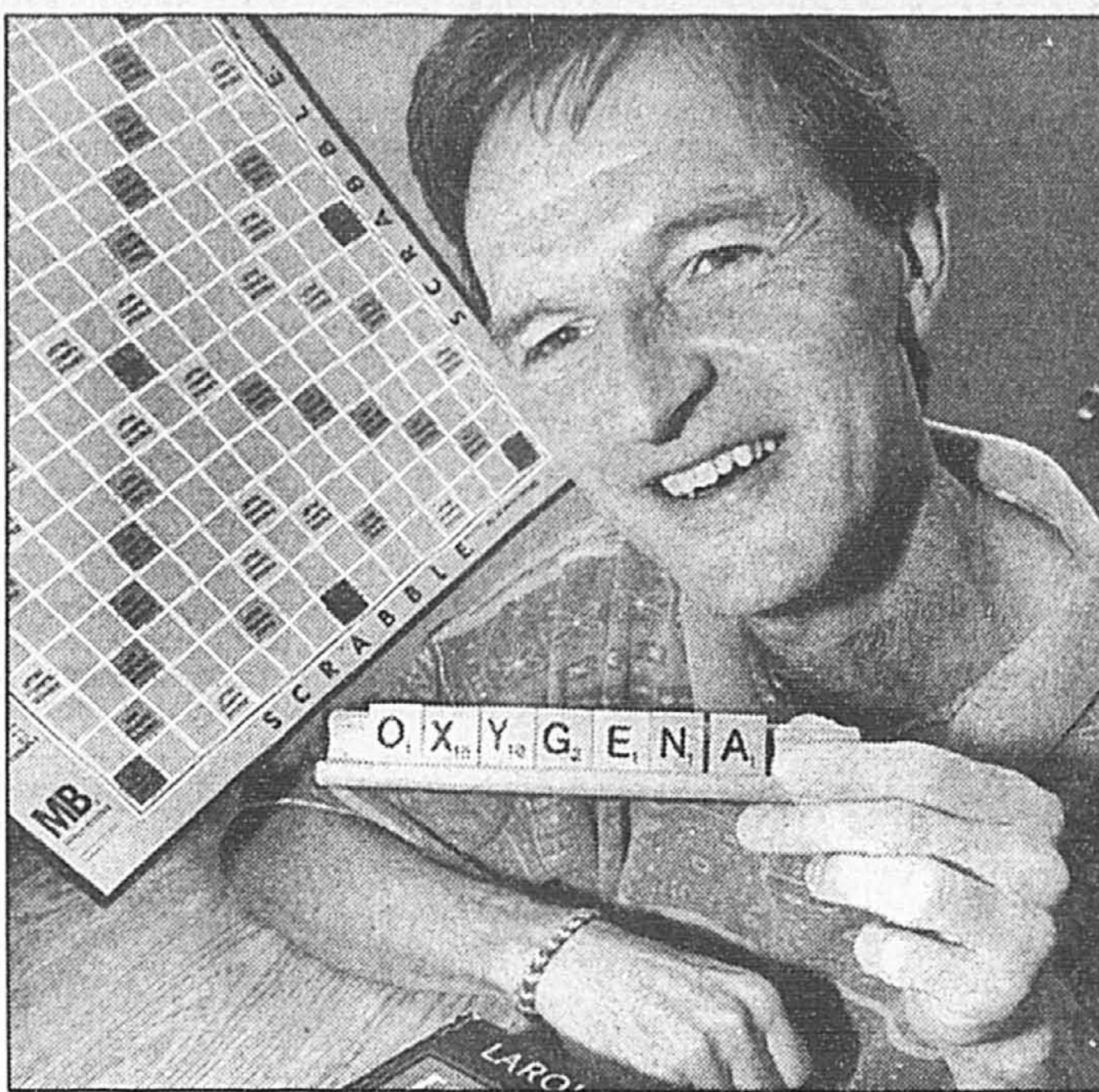
Y, X, A, E, O, G, N. Le défi semblait de taille, mais quelques secondes seulement après avoir pigé au hasard les sept petites lettres de bois, Jean Daigle réalisait un coup parfait : OXYGÈNE. Rien de plus facile, au fond, lorsqu'on participe régulièrement aux championnats mondiaux de scrabble et que l'on se classe parmi les cinq meilleurs joueurs du Québec...

Véritable accro de la petite planche quadrillée, Jean Daigle parcourt la planète, depuis sept ans, pour se mesurer à l'élite mondiale des scrabbleurs. Et il n'a pas dit son dernier mot. Bientôt, ce fonctionnaire de 44 ans sera une fois de plus confronté à la crème des joueurs lors des 26^e Championnats du monde de scrabble francophone.

Du 3 au 8 août, près de 600 joueurs venus de France, de Belgique, de Suisse, du Luxembourg, de pays africains francophones et, bien sûr, du Québec feront fonctionner à plein leurs neurones, à Saint-Hyacinthe. Attention, risques de surchauffe à l'horizon.

« Il faudra notamment surveiller Germain Boulianne, le champion québécois en 1997. C'est une véritable encyclopédie ambulante ! » affirme M. Daigle.

Depuis 1994, Jean Daigle conserve l'impressionnante moyenne de 94 % au scrabble duplicate, la formule utilisée en compétition. En d'autres mots, M. Daigle obtient le maximum possible des points 94 fois sur 100, dans cette version où les joueurs doivent tous composer avec les mêmes tirages de lettres.



Jean Daigle, qui se classe parmi les cinq meilleurs scrabbleurs du Québec, se mesurera à la crème des adeptes de la petite planche quadrillée, aux Championnats du monde de scrabble francophone de Saint-Hyacinthe, la semaine prochaine.

Le mot d'ordre pour devenir champion de scrabble, c'est l'humilité, affirme M. Daigle. « Il faut accepter le fait que des gens connaissent plus de mots que nous », dit-il. Oui, mais encore ? Un bon truc, c'est de mémoriser les ana-

grammes. Par exemple, le mot « pointue » comporte trois anagrammes : toupine, pitoune et poutine. Pour les mémoriser, M. Daigle compose de petites phrases, telles que « le bûcheron toupine en mangeant sa poutine sur une

pitoune pointue ». Lyrique.

Mais la technique la plus sûre, selon ce passionné de la langue française, c'est de connaître le véritable sens des mots, question d'en connaître aussi les dérivés qui se révèlent souvent « payants » au scrabble. « Il y a des gens qui ont lu le dictionnaire à plusieurs reprises. Dans une certaine mesure, cela peut être abrutissant ! » Il avoue cependant avoir lu, au bas mot, « 40 % du dictionnaire »...

Le jeu de scrabble est né lors de la crise des années 30, aux États-Unis. C'est pour faire quelques sous que l'architecte new-yorkais Alfred Butts, durement frappé par la crise économique, inventa la désormais célèbre planche. « Il l'a baptisée « scrabble », qui veut dire gratter, parce qu'il grattait ses fonds de tiroirs », explique M. Daigle.

Le fin mot de l'histoire, cependant, c'est que M. Butts a cédé ses droits à de grandes compagnies de distribution avant de devenir millionnaire. Le scrabble existe maintenant en 30 langues différentes et se vend à cinq millions d'exemplaires à travers le monde. Au Québec seulement, la compagnie américaine Milton Bradley distribue 75 000 jeux par an.

C'est dire que le scrabble n'est pas uniquement destiné à l'élite, qui ne constitue que 1 % des scrabbleurs, selon M. Daigle. Il espère d'ailleurs que tous ces amateurs se donneront le mot pour se rendre nombreux aux Championnats du monde de Saint-Hyacinthe, la semaine prochaine.

Sans jeu de mots.



Le solde légendaire Jeep/Eagle



Les meilleures offres de l'année sur tous les véhicules Jeep et Eagle sont en vigueur dès maintenant chez votre concessionnaire Jeep/Eagle.



Jeep Grand Cherokee Laredo 4X4 1997
Ensemble 26E + GEG : • Moteur 6 cylindres de 4 litres • Transmission automatique à 4 rapports • Freins à disque et antiblocage aux 4 roues • Selec-Trac ou Quadra-Trac, au choix du client • Roues sport en fonte d'aluminium • Climatiseur et glaces teintées foncées • Régulateur de vitesse AM/FM stéréo • Lève-glace et verrouillage électriques avec télécommande

Pas de dépôt de sécurité.

349\$*
par mois

Location, terme de 30 mois. Comptant initial de 3 995 \$.

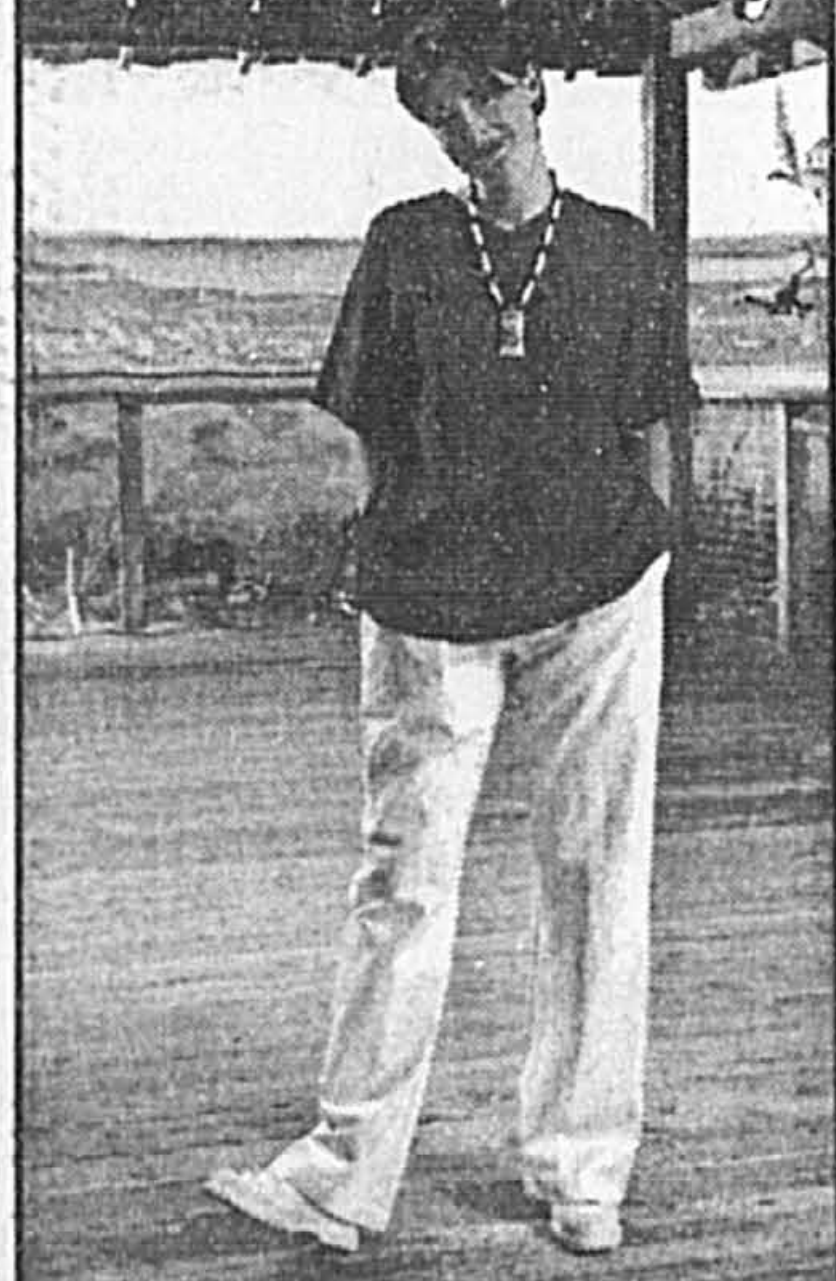
ASSOCIATION PUBLICITAIRE DES CONCESSIONNAIRES JEEP/EAGLE



VOTRE CONCESSIONNAIRE **Jeep | Eagle** QUELQU'UN DE FIABLE

* Tarif mensuel établi d'après la description du véhicule ci-haut. Location, terme de 30 mois. Comptant initial ou échange équivalent. Le premier versement sera exigé. Taxe sur le climatiseur incluse. Transport, immatriculation, taxes et assurances en sus. Sous réserve de l'approbation de Crédit Chrysler Canada Ltée. Location pour usage personnel. Rachat non requis. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 51 000 km, au taux de 9 ¢ le km. Offre d'une durée limitée, chez les concessionnaires participants. Le concessionnaire peut louer ou vendre à un prix moindre. Jusqu'à épuisement des stocks.

La collection coton de Tilley



Pour hommes et femmes:
« Sans repassage,
sans rétrécissement... sans blague! »

Tilley Endurables
1050, ave. Laurier Ouest
272-7791
CATALOGUE GRATUIT
1-800-465-4249